

# ***l'Anti*capitaliste**

n°492 | 10 octobre 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**LUBRIZOL,  
UNE CATASTROPHE  
PRÉVISIBLE**



**LE CAPITALISME NUIT  
GRAVEMENT À LA SANTÉ**

**Dossier**

**HONG KONG**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

Anti-PMA: lâchez-nous  
le clito!

Page 2

**PREMIER PLAN**

Hôpital. Le 15 octobre,  
mobilisation générale!

Page 3



**ACTU POLITIQUE**

Grèves des sans-papiers.  
De premières victoires qui en  
appellent d'autres

Page 4

**LIBRE EXPRESSION**

Suicide de Christine Renon.  
Entretien avec Sabine Duran,  
directrice d'école à Pantin

Page 12



édito

Par ELSA COLLONGES

## Anti-PMA: lâchez-nous le clito!

Is n'ont pas peur du ridicule, les réacs anti PMA: ni dans leurs argumentaires ni dans le chiffre annoncé de participants à leur manifestation du dimanche 6 octobre (600 000!). Et ils pourraient presque nous faire rire si leur discours restait sans conséquence. Mais, comme il y a 7 ans avec la « Manif pour tous », leur marche met sur le devant de la scène des idées homophobes, lesbophobes, masculinistes et, globalement, profondément réactionnaires. En 2012, la succession de manifestations, l'écho qui leur était fait et le soutien de la droite et de l'extrême droite, ont eu pour conséquence une banalisation de ces idées et, dans leur sillage, une augmentation significative des violences contre les personnes LGBTI.

Les organisateurs de la marche de dimanche dernier appellent désormais à de prochaines dates de mobilisation le 1<sup>er</sup> décembre (journée internationale de lutte contre le VIH), le 8 mars (journée internationale de lutte pour les droits des femmes), le 17 mai (journée internationale de lutte contre l'homophobie). C'est-à-dire qu'ils assument de s'affronter ouvertement aux mouvements féministe et LGBTI. Il y a clairement un enjeu idéologique majeur dans cette bataille, et il n'est pas anodin que la remontée de ce mouvement intervienne alors que l'auto-organisation des femmes, entre autres contre les violences, prend de l'ampleur. Ce qui est insupportable c'est aussi que la visibilité est donnée à tout le monde, sauf aux premières concernées: les femmes lesbiennes, bies ou célibataires. Or c'est de leur corps, de leur choix que l'on parle. Aujourd'hui, c'est bien la norme de la famille hétérosexuelle que nous contestons, car ce cadre reste principalement un lieu d'oppression pour les femmes, les enfants, les personnes LGBTI. L'extension de la PMA à toutes les femmes est une promesse non respectée depuis trop longtemps. Il y a urgence à la mettre enfin en œuvre, parce que c'est tout simplement une question d'égalité des droits, et que des femmes attendent depuis des années. La PMA doit être complètement remboursée pour permettre à toutes les femmes d'y accéder, et les parcours administratifs doivent être simplifiés. Nos corps, nos choix, la PMA pour toutes maintenant!

## BIEN DIT

Je vais déposer  
plainte pour  
détention arbitraire.  
Ça suffit maintenant  
les conneries.

GASPARD GLANZ, journaliste indépendant, après une nouvelle interpellation alors qu'il effectuait son travail, Twitter, 2 octobre 2019.

## À la Une

LUBRIZOL, UNE CATASTROPHE PRÉVISIBLE

# Le capitalisme nuit gravement à la santé

Derrière le crime industriel se dessine un scandale d'État.

Près de deux semaines après l'incendie de l'usine Lubrizol, l'enquête indépendante mise en place par la CGT avec le soutien des organisations du collectif unitaire commence à porter ses fruits. Le recueil d'informations sur qui a vu quoi avant l'incendie ou pendant les premières heures de l'accident, auprès des travailleurEs, notamment celles et ceux de la sous-traitance, des livreurEs, des pompiers, des riverains a permis de révéler, avec le concours de la presse, ce que la préfecture, la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et la direction de Lubrizol voulaient cacher.

### Rétablir des vérités

- Les pompiers sont intervenus sans les équipements de protection nécessaires;
- Des milliers de mètres carrés de toiture amiantés sont partis en fumée;
- Il y a eu des manquements dans la recherche des polluants dangereux, de certains cancérigènes;
- Des comparaisons scandaleuses ont été effectuées entre des zones reconnues comme polluées et des zones dites « témoins » considérées significatives de la pollution avant l'accident. Pour des scientifiques indépendants: « Si les niveaux mesurés sont "sans risques et proches de ceux mesurés habituellement" comme le déclare la préfecture locale, la zone industrielle de Fos-sur-Mer, reconnue comme l'une des plus polluées en Europe, devrait désormais être considérée comme un des environnements les moins contaminés de France! »;
- Normandie Logistique stockait des produits chimiques dangereux, propriété de Lubrizol;
- Des obligations réglementaires n'ont pas été respectées lors de l'intervention sur le site des sociétés extérieures depuis l'incendie et nos craintes sur la destination des

### INCENDIE DE L'USINE LUBRIZOL



« boues » d'hydrocarbures amiantés sont justifiées;

- Les employeurs privés qui imposent des congés, des RTT alors qu'au regard du principe pollueur-payeur, l'ensemble des emplois et des salaires doivent être maintenus à la charge de Lubrizol. De même pour les employeurs publics, l'Éducation nationale notamment, qui refusent l'exercice légitime du droit de retrait;
- Le risque amiante est sous-estimé. Malgré nos exigences de transparence, l'État refuse de communiquer des documents et éléments essentiels (courriers et notes internes de la DREAL, de l'Inspection du travail et de la préfecture, noms des experts consultés) et la levée du secret commercial sur la composition exacte des produits.

### Un scénario catastrophe

Près de deux semaines après le crime industriel, nous y voyons plus clair

sur un probable scénario. Lubrizol est connue pour de multiples infractions au code de l'environnement, selon les rapports de la DREAL et le dossier pénal ayant amené à une condamnation pour le nuage de Mercaptan (2013). Le gouvernement Macron, comme ses prédécesseurs, a multiplié la déréglementation en matière de code du travail, avec la suppression des CHSCT ou du code de l'environnement. La multinationale a demandé une autorisation de stockage supplémentaire et mis en œuvre une action de lobbying. Malgré l'avis sans doute défavorable de la DREAL, le préfet de la Région avec l'accord à minima de la ministre du Développement durable a pris des arrêtés d'augmentation du stockage. Le jeudi 26 septembre, l'incendie se déclarait. Les causes ne seront élucidées que si les preuves ne sont

pas effacées. Or immédiatement, les principaux acteurs du « crime en bande organisée » ont essayé de cacher un maximum d'éléments. Le gouvernement a minimisé les risques avant même les premiers résultats d'analyse: le préfet, le maire de Rouen ont déclaré que Lubrizol est une entreprise qui respecte la réglementation.

### Un scandale d'État

Le préfet, voire le gouvernement, ont joué avec les allumettes en favorisant les industriels et leur soif de profit au détriment de la protection des travailleurEs et de la population. Au-delà d'un accident industriel avec des risques pour la population, la question d'un scandale d'État est désormais clairement posée. Douze jours après l'incendie, le procureur en charge du dossier était toujours étonnamment muet. Dans toute la zone polluée, des gens pourraient mourir dans 10, 20, 30 ans, de cancers qui risquent de passer comme invisibles en l'absence d'une expertise indépendante, facturée à Lubrizol, avec des chercheurEs et des universitaires non soumis au lobby patronal ou aux pressions de l'État. Douze jours après, les autorités judiciaires n'avaient toujours pas pris les mesures pour empêcher que ne soit modifiée la scène du crime. Comment expliquer que la justice n'ait pas ordonné des perquisitions immédiates chez Lubrizol, Normandie Logistique mais aussi à la DREAL et à la préfecture de Rouen pour saisir tous les ordinateurs et documents avant que les preuves ne disparaissent? Obtenir la transparence complète, l'expertise indépendante, un véritable suivi médical, la prise en charge par Lubrizol selon le principe « pollueur-payeur » de tous les coûts directs et indirects dont la dépollution complète et le maintien des rémunérations de tous les salariéEs impactés, ne se fera pas sans une puissante mobilisation populaire. Au-delà de Lubrizol, c'est toute la question des risques industriels et sanitaires qui est posée. Il ne s'agit pas de savoir où doivent être situées les usines dangereuses mais qui les dirige. Tant que nous laisserons de telles usines entre les mains des capitalistes, le risque sera présent pour les travailleurEs et la population. C'est pour y faire face nous serons encore dans la rue samedi 12 octobre.

Gérald Le Corre

## HÔPITAL

# Le 15 octobre, mobilisation générale!

Depuis mars, les grévistes des urgences ne désarment pas. Bien au contraire, le mouvement s'élargit et fausse tous les calculs d'un gouvernement qui pensait que l'été aurait raison de cette mobilisation.

Aujourd'hui, près de 265 services d'urgences sont toujours en grève, rejoints par les ambulanciers SMUR et hospitaliers de l'AFASH, les salariéEs des EPHAD, la psychiatrie et les médecins. Le lien avec les pompiers en lutte est établi. Rendez-vous est pris pour une manifestation nationale le 15 octobre.

### La crise et la mobilisation s'amplifient

Le soutien de la population ne se dément pas et, le 2 octobre, dans une lettre ouverte à Macron, quelque 108 personnalités associées à une quarantaine de représentantEs d'associations,

exigent un plan d'urgence pour « sauver l'hôpital »: Richard Bohringer, Charlotte Gainsbourg, Agnès Jaoui, Vincent Lindon, Véronique Sanson, Florence Foresti, Clara Luciani, Lomepal, Valérie Bonneton, Michel Husson, Hubert Krivine, Pierre Salama, Marie Desplechin, Bertrand Tavernier... figurent parmi ces personnalités qui soutiennent les revendications des grévistes. Des Pays de la Loire à l'Indre, de l'Aisne à la Bourgogne-Franche-Comté, dans le Sud, en Bretagne... la colère ne retombe pas. Le 26 septembre, les nombreuses actions ont témoigné de la vitalité des contestataires. À Paris,

les manifestantEs se sont retrouvés place de l'Hôtel-de-Ville. À Angers, le pont du Tram a été pris d'assaut. Les agentEs de Meaux, Jossigny et Coulommiers ont manifesté ensemble. À Bastia, le conseil municipal vote une motion de soutien aux grévistes. En octobre, la crise comme la mobilisation se sont amplifiées. L'annonce du projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2020 (PLFSS, voir page 4) a mis le feu aux poudres. À Toulouse et Mulhouse, médecinEs et soignantEs s'arrêtent, épuisés. Les urgences ferment mais Buzyn poursuit l'étranglement financier de l'hôpital. La fuite des professionnelEs

et les indignes conditions d'accueil n'infléchissent nullement les choix politiques de ce gouvernement. Le délabrement des structures médico-sociales, des EPHAD et de la psychiatrie conduisent à la saturation des urgences où les âgés restent sur des brancards et parfois en meurent. Par manque de personnels, celles et ceux qui ont besoin de soins psychiatriques sont attachés... Ce sont bien les plus vulnérables qui sont sacrifiés sur l'autel d'une politique qui tourne le dos à l'intérêt général, et sera responsable, selon le Collectif inter-urgences « des décès indus de patients et des suicides de soignants pour 2020 ».

# Un monde à changer

**ISF ET PFU: MACRON ET SON ÉVALUATION BIDON.** Parmi les premières mesures de Macron, il y avait la suppression de l'essentiel de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la mise en place du «prélèvement fiscal unique» (PFU) qui a accordé aux revenus du capital une fiscalité «low cost» par rapport aux salaires. Deux mesures clairement favorables aux riches, mais justifiées par un raisonnement emberlificoté et faux-cul: avec cet argent, les hauts revenus vont investir et tout ça va «ruisseler» vers l'économie et des emplois vont être créés. Le NPA et d'autres avaient expliqué que tout ça était du vent destiné à justifier des mesures injustes. En septembre 2017, un économiste spécialiste de la fiscalité, Gabriel Zucman, français chercheur et professeur aux USA (pas le profil du gauchiste), écrivait que «si les revenus du capital sont moins taxés, alors tous ceux qui sont à la fois salariés et actionnaires de leur entreprise — patrons, entrepreneurs, cadres dirigeants et indépendants — ont intérêt à percevoir le fruit de leur travail sous forme de dividendes plutôt que de revenus salariaux, siphonnant ainsi les recettes de la Sécurité sociale et de l'État». Et Zucman disait que cet effet avait déjà été observé en Finlande et aux USA. Face aux Gilets jaunes, Macron avait refusé de céder d'un pouce mais avait annoncé une «évaluation objective» de l'ISF sur la base de laquelle il

s'engageait «à apporter toutes les modifications et corrections nécessaires». Eh bien l'évaluation est arrivée. Avec comme conclusion: il est trop tôt pour donner des résultats mais ça va dans le bon sens car le capital est «fortement» taxé en France! C'est tout bon pour Macron qui a un prétexte pour ne rien changer. Où est allé l'argent? Comme prévu, les riches se sont enrichis: ainsi pour l'ISF, le gain moyen d'un ménage concerné est de 6500 euros par an, mais beaucoup plus pour les plus fortunés. Il n'y a pas de flux visible vers des investissements dans les entreprises. Donc, pas de ruissellement. Mais on apprend dans le rapport que les dividendes versés en 2018 sont passés à environ 22 milliards d'euros contre un peu moins de 14 milliards en 2017. Comme l'avait prévu Zucman, une partie de ce que les dirigeants se versaient sous forme de salaires semble s'être métamorphosée en dividendes. Du coup, les contribuables concernés ont payé un peu plus de PFU que prévu (mais moins d'impôt sur le revenu) et moins de prélèvements sociaux. Pour expliquer le déficit de la Sécu, le gouvernement met l'accent sur les «cadeaux» faits aux Gilet jaunes. Et fait l'impasse sur les conséquences de l'instauration du PFU. D'après *Marianne*, le manque à gagner maximum pour la Sécu serait de près de 2 milliards d'euros!

## ALGÉRIE Le peuple s'oppose à Gaïd Salah qui veut vendre le pays aux multinationales

Le 33<sup>e</sup> vendredi (4 octobre) a montré que la mobilisation se maintient dans tous les départements. On retrouve la même détermination par rapport au rejet de la présidentielle prévue le 12 décembre.

**À** Bejaïa, la manifestation a été massive. Elle est caractérisée par le rejet de l'élection présidentielle, un mot d'ordre qui est présent dans tout le pays, de l'ingérence étrangère, les liens qui sont évidents entre Gaïd Salah et Macron, entre Gaïd Salah et les Émirats. Il y a aussi une opposition au schéma de privatisation de l'Algérie qui semble se mettre en place, et qui est conçu comme une garantie donnée aux pays impérialistes concernant la stabilité du régime.



TITI HADDAD

### Aspiration à la souveraineté populaire sur les richesses

Il y a une prise de conscience massive du fait que la loi de finances 2020 est un cadeau pour les impérialistes. La loi sur les hydrocarbures a été rédigée du temps de Bouteflika, avec les conseillers US. D'après les informations données par le conseil du gouvernement, il s'agit de diminuer les taxations sur les multinationales, d'augmenter la durée des permis d'exploitation et des quotes-parts pour les multinationales impérialistes. C'est suffisant pour comprendre que cette loi travaille pour les intérêts de Total, ExxonMobil ou autres. Celles-ci sont en train d'appuyer fortement le régime autoritaire. La politique du gouvernement est contraire aux revendications pour

la souveraineté populaire sur les richesses, sur la justice sociale, qui font l'unanimité dans le mouvement. Le schéma prévu par Gaïd Salah aura donc beaucoup de difficultés à être mis en place, ou alors avec un coup de force. C'est à ce niveau que ça va se jouer dans les semaines à venir. L'enjeu est la capacité du mouvement à se renforcer, à se doter d'une auto-organisation. Ce défi nécessite aussi une réponse alternative à la présidentielle. En effet, sans cela, une partie de la population risque d'aspirer à un retour à la stabilité, avec le retour d'un président. C'est dans ce sens que nous continuons à mener la bataille pour une assemblée constituante

souveraine, au service des classes populaires.

### Le défi de la répression

Durant la semaine, il y a eu des réunions des syndicats autonomes qui ont déclaré leur soutien au mouvement populaire. Dans certaines régions, il y a des grèves dans l'éducation prévues, comme à Bejaïa pour ce lundi. Mardi 24 septembre, il y a eu une grève de toutes les administrations à Bejaïa. Mais l'idée de la grève reste faible dans le monde ouvrier. Cela freine la possibilité de l'émergence de perspectives politiques qui aillent plus loin qu'une position défensive, démocratique et pour la souveraineté.

La réaction contre la répression s'organise. Il y a des comités pour la liberté d'opinion et pour la libération des détenus qui se mettent en place un peu partout dans les communes. Une nouvelle importante est le fait qu'une partie des détenus a décidé d'entrer en grève de la faim. Les gens sont inquiets de la politique menée par Gaïd Salah et ses soutiens. Il y a eu des arrestations à Alger, mais aussi des libérations, et il est difficile d'en savoir plus car le mouvement n'est pas suffisamment organisé. On a aussi assisté à l'expulsion, totalement inacceptable, de la députée de La France insoumise, venue exprimer une solidarité avec le mouvement. Le communiqué du PST a été salué par des militants démocrates, qui trouvent notre démarche courageuse. Quels que soient nos désaccords, nous défendons toujours le droit élémentaire de la solidarité entre les peuples. On est à un carrefour des possibles. Les dérives militaristes sont possibles, avec l'appui des grandes multinationales, car il est exclu pour elles que le peuple puisse profiter de ses richesses pour les pauvres, les excluEs, les chômeurEs. Nous défendons le contraire: la souveraineté du peuple contre le pouvoir et l'impérialisme. **Kamel Aïssat (Parti socialiste des travailleurs)**

## Le chiffre 65 millions

C'est en tonnes, selon un rapport de l'Observatoire Climat-énergie, l'excédent des émissions françaises d'équivalent CO<sub>2</sub> entre 2015 et 2018, par rapport aux (très insuffisants) engagements pris en 2015. Un chiffre probablement en-deçà de la réalité, en raison, d'après l'observatoire, de «la difficulté à obtenir l'intégralité des données, et notamment celles qui sont produites par des organismes privés». Tout va bien.



## Agenda

**Vendredi 11 octobre, rassemblement de soutien aux postiers sans-papiers de Chronopost, Paris 7<sup>e</sup>.** À 16h, rdv sortie du métro Varenne.

**Jusqu'au 12 octobre, semaine d'actions d'Extinction Rébellion, Paris.**

**Samedi 12 octobre, manifestation des Gilets jaunes Acte 48.**

**Jeudi 17 octobre, rassemblement 58<sup>e</sup> anniversaire 17 Octobre 1961, Paris 4<sup>e</sup>.** À 18h, Pont Saint-Michel, métro Saint-Michel.

**Samedi 19 octobre, manifestation pour exiger la libération de Georges Abdallah, Lannemezan (65).** Bus depuis Paris: départ vendredi 18 octobre 2019, à 21h (République), retour dimanche 20 octobre 2019 au matin. Inscription au bus: campagne.unitaire.gabdallah@gmail.com ou à la librairie La Brèche.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Il y a une instrumentalisation de l'écologie par ces groupes violents et il faut les réprimer très rapidement, parce que c'est une dégradation de l'image de l'écologie.*

SÉGOLÈNE ROYAL, à propos de l'action organisée les 5 et 6 octobre par Extinction Rebellion au centre commercial Italie 2, France Inter, 7 octobre 2019.

### Vers un mouvement d'ensemble?

Aujourd'hui, le front s'élargit. Le Collectif inter-urgences, l'association des médecins urgentistes et l'inter-syndicale des praticiens hospitaliers APH engagés depuis le 12 septembre sont rejoints dans la lutte par plus de 5000 hospitalierEs dont plusieurs centaines de médecins, chefEs de service et des soignantEs, cadres, infirmierEs, aides-soignantEs, sage-femmes, kinésithérapeutes, diététicienEs, psychologues, agentEs hospitaliers, secrétaires, assistantEs sociaux... Appel est lancé pour des états généraux de l'hôpital public. La décision a été prise, en attendant la mise en œuvre de mesures urgentes, de suspendre toutes les activités non médicales, y compris celles liées à la T2A, tarification à l'activité. Une assemblée générale de lutte se tiendra le 10 octobre dans un hôpital parisien, ouverte à touTEs.

Les mesures urgentes sont portées depuis le printemps dernier: zéro brancard grâce à l'ouverture de lits pour l'aval des urgences, et à l'aval des soins aigus pour les patientEs qui ne peuvent poursuivre leurs soins à domicile, la généralisation de l'ambulatorio ayant des limites; l'embauche, dans tous les services, de personnelEs soignants, de travailleurEs sociaux et de secrétaires, à même d'assurer la sécurité des personnes prises en charge; la revalorisation des salaires, pour mettre fin à l'écart injustifié avec les rémunérations extra-hospitalières; la révision du mode de financement, vers un budget permettant de répondre aux besoins, qui doit être élaboré dans chaque hôpital par l'ensemble des soignantEs.

Aujourd'hui, les planètes s'alignent pour un mouvement d'ensemble des secteurs de la santé et de l'action sociale, dont tous les syndicats s'unissent au Collectif inter-urgences,

### L'URGENTISTES EN GRÈVE...



### PATIENTS SOLIDAIRES!

au Printemps de la psychiatrie, à la Coordination de défense des maternités et des hôpitaux de proximité, et s'engagent à construire un mouvement large de convergence contre le PLFSS, début novembre, au moment

du débat parlementaire. D'ici là, le 15 octobre est une date à retenir, pour adresser, touTEs ensemble, dans la rue, un avertissement au gouvernement. **CorrespondantEs**

### L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction:**  
0148 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion:**  
0148 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration:**  
0148 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN:**  
2269-3696

**Commission paritaire:**  
0419 P 11508

**Société éditrice:**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage:**  
6500 exemplaires

**Directeur  
de publication:**  
Julien Salingue

**Secrétaire  
de rédaction:**  
Julien Salingue

**Maquette:**  
Ambre Bragard

**Impression:**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél.: 0148 70 42 22  
Fax: 0148 59 23 28  
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**

## VIOLENCES POLICIÈRES Assez d'acharnement contre la famille Traoré!

On l'a appris mardi 1<sup>er</sup> octobre : Assa Traoré va être mise en examen suite à une plainte pour diffamation déposée par les gendarmes responsables de la mort de son frère Adama, à Beaumont-sur-Oise le 19 juillet 2016. En cause, des posts Facebook publiés par Assa dans lesquels elle demande la mise en examen de ces gendarmes, en citant leurs noms.

C'est un invraisemblable et écoeurant retournement de situation auquel on a assisté ces derniers jours : la sœur d'une victime de violences policières se retrouve mise en examen, alors que les gendarmes qui ont tué son frère n'ont jamais été inquiétés par la justice et qu'ils ont même été couverts par l'institution.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

### «Syndrome asphyxique aigu»

Quelques jours plus tard, Assa Traoré expliquait sur Facebook : « Dire que les gendarmes, Romain Fontaine, Mathias Uhrin et Arnaud Gonzales, ont tué Adama ce n'est pas diffamatoire puisque c'est la vérité. La famille Traoré a déposé plainte contre ces trois gendarmes pour violences ayant entraîné la mort et l'instruction a démontré que le décès d'Adama a été causé par les techniques d'interpellation utilisées par les gendarmes. Ils ont eux-mêmes admis que pendant l'interpellation ils avaient écrasé mon frère en lui faisant supporter leur poids à tous les trois, soit plus de 240 kilos. Les expertises réalisées ont conclu que la cause du décès était "un syndrome asphyxique aigu" ». Voilà maintenant plus de 3 ans qu'Assa, sa famille et leurs soutiens mènent un combat sans relâche contre l'institution policière, contre l'institution judiciaire, les faux témoignages, les expertises bidon, les coups de pression. C'est bien ce que l'État et les institutions ne pardonnent pas à la famille Traoré : n'avoir jamais renoncé à lutter pour exiger justice et vérité pour Adama, avoir noué des liens avec de nombreux secteurs du mouvement social, avoir contribué à rendre visible le combat contre les violences et l'impunité policières.

### Deux des frères Traoré toujours en prison

Avec la mise en examen annoncée d'Assa, l'acharnement judiciaire se poursuit contre la famille Traoré. Souvenons-nous que cinq frères d'Adama ont été, au cours des trois dernières années, condamnés, quatre d'entre eux incarcérés, et deux, Yacouba et Bagui, toujours en prison aujourd'hui. Nous savons qu'en dépit de ce nouvel épisode, Assa et le collectif Adama ne se laisseront pas intimider et poursuivront leur combat exemplaire. Comme l'a déclaré Assa : « Lorsque des forces de l'ordre sont mises en cause, la justice n'est pas diligente. Il est légitime d'alerter l'opinion publique sur les dysfonctionnements du système judiciaire et sur l'inéquité de la justice dans les affaires de violences commises par les forces de l'ordre. C'est à cause de ces dysfonctionnements que je suis contrainte de porter publiquement le combat pour obtenir la justice et la vérité sur la mort d'Adama, les propos que je tiens dans ce cadre ne sont pas diffamatoires, ils sont légitimes et reflètent la vérité. »

Le NPA leur apporte tout son soutien et exprime sa solidarité totale envers Assa, qui était encore, il y a quelques semaines, présente sur notre stand à la fête de l'Humanité. Le harcèlement de la famille Traoré doit cesser ! Ce ne sont pas les Traoré mais les gendarmes qui doivent être jugés ! Justice et vérité pour Adama !

C.B.

## GRÈVES DES SANS-PAPIERS

# De premières victoires qui en appellent d'autres

Alors que gouvernement et Parlement ouvrent un énième débat nauséabond sur «l'immigration», 150 salariéEs de Paris et de l'Île-de-France répondent par un mouvement de grève illimitée pour leur régularisation, sans précédent depuis octobre 2009.

Organiser un mouvement de grève illimitée et coordonnée dans différentes professions et dans 13 entreprises n'était pas chose facile. Les équipes syndicales de la CGT, de Solidaires et de la CNT se sont livrées pendant plusieurs mois à un patient travail de préparation, indispensable à la réussite du mouvement : regrouper les salariéEs sans-papiers entreprise par entreprise, vaincre les réticences des hésitantEs, de celles et ceux qui vivaient clandestinement leur situation par crainte de la répression, etc. C'était donc déjà un premier succès que d'avoir pu se lancer toutes et tous ensemble, avec courage et détermination, dans cette grève.

### La grève... ça marche!

Il aura fallu moins d'une semaine de lutte avec piquets de grève et occupations pour que les patrons de 11 entreprises sur les 13 touchées par le mouvement soient contraints et forcés de négocier avec les sans-papiers et les organisations syndicales ! Ce qui semblait impossible quelques jours auparavant, où le refus méprisant, le chantage au licenciement était la règle, est devenu réalité. C'est donc un autre succès à mettre au crédit des grévistes que d'avoir su dire stop à



DR

l'arrogance patronale, au mépris de classe, au paternalisme et au racisme ! Et d'exiger l'égalité des droits, le respect du code du travail (ou de ce qu'il en reste).

### Mais la plus grande vigilance s'impose

On peut certes se réjouir du succès de ces grèves éclair, interprofessionnelles et coordonnées, sans pour autant ignorer leurs limites. Les grévistes ont obtenu de leurs employeurs la délivrance des sacro-saints formulaires CERFA,

obligatoires en préfecture pour toute démarche visant la régularisation, ainsi que de promesses écrites de maintien et de régularisation d'un contrat de travail en bonne et due forme. Mais ces promesses, fussent-elles écrites, ne seront tenues que si la mobilisation des salariéEs ne retombe pas. Par ailleurs, certains patrons font preuve d'une imagination débordante pour renouveler des contrats de travail au rabais. Ainsi la société Pomone, qui gère la crêperie des Tuileries, propose aux grévistes

## FINANCEMENT DE LA SÉCU Comme si rien ne s'était passé...

Voilà bientôt un an que les Gilets jaunes manifestent, des mois que les retraitéEs descendent régulièrement dans la rue, que les services d'urgences sont en grève, tandis que les appels et les mobilisations pour exiger des moyens supplémentaires pour l'hôpital public, les EHPAD, la santé, se multiplient. Mais pour le gouvernement, une seule réponse : l'austérité.

Pourtant, ce gouvernement, paraît-il « à l'écoute » des « urgences sociales », poursuivra et aggravera, en 2020, sa politique d'austérité au service du patronat. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) pour 2020 qui entame son circuit parlementaire, en témoigne. Chaque année, cette loi fixe les recettes et les dépenses des différentes branches de la « Sécu » : vieillesse (retraites), maladie, allocation familiales, accidents de travail. Leur montant sera cette année de 500 milliards d'euros, soit 21% du PIB de la France et 117% du budget de l'État.

### Santé : un cran de plus dans l'austérité

La cure d'austérité du système de soins va se poursuivre : 4 milliards de plus seront encore ponctionnés sur la santé. Les dépenses hospitalières ne devront pas augmenter de plus de 2,1%, celles de la médecine de ville de 2,4% et celles du secteur médico-social de 2,8%, alors qu'il faudrait au minimum + 4% pour maintenir les moyens existants. Dans ces conditions impossible d'envisager une réponse significative aux demandes de créations de postes dans les hôpitaux ou les EHPAD. Les fermetures de



DR

services hospitaliers ou de maternités vont se poursuivre, aggravant encore la désertification des territoires et la disparition des services publics dénoncés par Gilets jaunes, syndicats et collectifs de défense des services publics. Les regroupements hospitaliers vont s'accélérer.

### Retraites : un «déficit» qui prépare de nouveaux reculs

Le PLFSS fait apparaître le retour d'un « déficit » de la branche « retraites » en 2019 et 2020. Il est, pour une part, la conséquence des « réponses » apportées par le pouvoir aux gilets jaunes : pour les pensions inférieures à 2000 euros,

réindexation des pensions sur la hausse des prix et suppression de la hausse de la CSG. Ce déficit devrait s'élever à 5,4 milliards d'euros en 2019 et à 5,1 milliards en 2020. Une partie du gouvernement voulait inclure de nouvelles mesures dès le PLFSS 2020 (allongement de la durée de cotisation, âge « pivot »...) pour « rééquilibrer » les comptes. Conscient que cela risquait de torpiller sa réforme, Macron s'y est opposé. Mais ce n'est que partie remise. Il vient de rappeler, à Rodez, que les comptes devront être « à l'équilibre » au moment de l'entrée en vigueur de sa réforme « systémique ». Les mesures douloureuses

un « contrat de travail saisonnier à durée déterminée à temps complet avec un terme imprécis » (sic).

La rapidité avec laquelle une dizaine de patrons de Paris et de l'Île-de-France ont cédé aux exigences des grévistes démontre la vulnérabilité de tous ces patrons-voyous, sans scrupules, qui exploitent en toute illégalité les travailleurs et travailleuses sans papiers.

### Une solidarité et un élargissement indispensables!

Un tous et toutes ensemble est possible... et nécessaire. Depuis plus de 4 mois, les salariéEs de Chronopost d'Alfortville sont en grève pour leur régularisation. Dans un autre registre, les femmes de ménage de l'Hôtel Ibis Batignolles à Paris 17<sup>e</sup> se battent courageusement depuis près de trois mois pour exiger un contrat de travail interne à l'entreprise et l'amélioration de leurs conditions de travail. Dans ces deux cas comme dans bien d'autres, ils et elles ne tiennent que par la solidarité financière organisée par leurs organisations syndicales et leurs comités de soutien. Il faut que ces luttes gagnent pour donner confiance à celles et ceux qui n'ont pas franchi le pas de l'engagement.

Le combat pour la régularisation de touTEs les sans-papiers, contre les discriminations, contre l'accumulation des lois racistes... passe par un soutien unitaire sans faille à toutes les luttes en cours, et par le déclenchement et la construction de nouvelles. Elles se conjuguent avec les manifestations antiracistes, organisées par exemple par la Marche des solidarités et les syndicats, les luttes contre les violences policières, etc. Partout il s'agit d'être à l'offensive et de prendre toute sa place dans ce combat pour faire reculer le gouvernement et les racistes !

Alain Pojolat

sont donc seulement reportées de quelques mois.

### La faute aux Gilets jaunes ?

La présentation du PLFSS s'est accompagnée d'une vaste campagne de dramatisation du « retour du trou de la Sécu » dont les responsables étaient désignés : les Gilets jaunes et leurs revendications. Le procédé est éculé mais commode : désigner un bouc émissaire pour cacher les vraies responsabilités.

Rappelons d'abord le caractère dérisoire du « déficit » en question qui correspond à 0,02% du budget de la Sécu. Loin de révéler le caractère « déraisonnable » des revendications des Gilets jaunes, le « trou » creusé par les quelques mesures accordées par le pouvoir sont le résultat des choix politiques de celui-ci : ne pas mettre le patronat à contribution en faisant payer la note à la Sécurité sociale (exonérations de cotisations sur les heures supplémentaires ou sur la prime de fin d'année ; pas de compensation de la diminution de la CSG). C'est ce choix qui doit être dénoncé et combattu.

Pour financer les retraites et la santé, c'est bien d'un autre partage des richesses qu'il doit être question, en ajustant, par l'augmentation des cotisations patronales, les recettes de la Sécurité sociale aux besoins et non l'inverse, mais c'est bien sûr ce choix que refuse de faire l'exécutif et qu'il faut imposer.

Jean-Claude Delavigne

MONDIAUX D'ATHLÉTISME AU QATAR

# Le sport-business dans toute son horreur

Les championnats du monde d'athlétisme, organisés au Qatar, se sont achevés dimanche 6 octobre. L'occasion de revenir sur un événement qui a symbolisé, à l'extrême, les dérives du sport-business.

« **O**n nous prend pour des cons ». Ainsi s'exprimait l'athlète français Johann Diniz le vendredi 27 septembre, à la veille du départ du 50 kilomètres marche. En cause ? Les conditions climatiques extrêmes (températures supérieures à 40 degrés, humidité à 70 %) qui, contrairement à ce qu'avait annoncé le Qatar lors de sa candidature à l'organisation des mondiaux d'athlétisme, ont rendu insupportables certaines des épreuves. C'est ainsi que sur 70 inscrites au marathon féminin, seules 40 athlètes ont terminé la compétition, deux d'entre elles ne prenant pas le départ et 28 abandonnant pendant la course. Durant les premiers jours, un autre phénomène était particulièrement marquant, qui a été partiellement « corrigé » par la suite avec la généreuse distribution de places à prix réduits, voire gratuites : des tribunes vides, entre autres au moment de la finale du 100 mètres masculin, pourtant considéré comme l'une des « épreuves reines » de l'athlétisme, ou lors du marathon féminin, déjà évoqué, où les seuls spectateurs étaient... des volontaires de la Croix-Rouge. Ce qui n'a pas empêché les instances internationales de l'athlétisme de communiquer, contre toutes les évidences, sur la « réussite » des championnats du monde d'athlétisme, déterminées qu'elles étaient à justifier un choix



qui, à l'époque (2014), avait suscité bien des polémiques.

### Vitrine diplomatique

Les conditions climatiques et les stades vides ne sont que la partie émergée de l'iceberg. Car si les scandales du sport-business n'ont pas commencé avec ces mondiaux d'athlétisme, le moins que l'on puisse dire est qu'ils ont symbolisé, à l'extrême, les dégâts occasionnés par le mélange entre sport, argent et copinages diplomatiques. Depuis plus d'une décennie maintenant, l'émirat du Qatar utilise le sport comme une vitrine diplomatique, avec des investissements à l'étranger (rachat du PSG) et par la quête effrénée de l'organisation d'événements sportifs internationaux : championnats du monde de handball en 2015, de cyclisme en 2016, d'athlétisme en 2019 et de natation en 2023, sans oublier la Coupe du monde de football, qui

sera organisée au Qatar en 2022. Il s'agit pour l'émirat de « montrer à l'extérieur un modèle politique et social qui combinerait la tradition et la modernité, un paternalisme généreux mais sans démocratie, une ouverture sur le monde [...] et de marquer la reconnaissance du Qatar dans la région et dans le monde en lui permettant d'exister et de s'affirmer vis-à-vis de ses pairs toujours friands de se concurrencer, mais aussi de sortir de l'orbite saoudienne et de s'autonomiser de proximités encombrantes. »<sup>1</sup>

### Esclavage

Pour y parvenir, tous les moyens sont bons, et notamment la corruption, comme l'ont démontré les scandales à répétition de ces dernières années. Là encore, le Qatar n'a pas inventé ces pratiques, mais il est évident que les instances corrompues du sport international ne pouvaient qu'être réceptives à

la générosité de l'émirat : « Lamine Diack, l'ancien président de la Fédération internationale d'athlétisme, attend son procès pour corruption. À la FIFA, 16 des 24 membres du comité exécutif qui avait fait le choix du Qatar ont été radiés, suspendus ou bannis. »<sup>2</sup>

Et pendant ce temps, les travailleurs étrangers, traités comme des esclaves (passeports confisqués, semaines de 60 à 70 heures, salaires misérables), meurent sur les chantiers de construction des infrastructures sportives, notamment des stades de la Coupe du monde de football 2022. D'après une enquête du *Guardian*<sup>3</sup>, ce sont ainsi pas moins de 2700 ouvriers indiens et népalais qui sont morts sur les chantiers entre 2012 et 2018 avec, dans plus de 2000 cas, ni autopsie ni enquête, et ce simple verdict des autorités qataries : « mort naturelle ».

Et pendant ce temps (bis), les multinationales font du business, entre autres Bouygues et Vinci qui ont créé des « co-entreprises » avec des groupes qatariens bénéficiant du juteux marché de la construction des stades. Mais du côté de la FIFA ou de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF), certains osent encore, toute honte bue, se poser en champions des « valeurs du sport »...

### Julien Salingue

1 – Jérôme Champagne, « La diplomatie sportive du Qatar, instrument d'une nouvelle notoriété internationale », *revue Géographie*, 2012/3 (n°62).

2 – Laurent Favre, « En sport, le futur n'est plus ce qu'il était », *le Temps*, 6 octobre 2019.

3 – Pete Pattison et Roshan Sedhai, « Sudden deaths of hundreds of migrant workers in Qatar not investigated », *The Guardian*, 7 octobre 2019.

## SYRIE Les Kurdes de nouveau dans le viseur d'Erdogan

Mardi 1<sup>er</sup> octobre, Erdogan a annoncé vouloir lancer sa troisième opération sur le sol syrien depuis 2016. L'objectif est annoncé : détruire la zone d'autonomie créée par les Kurdes, qu'Erdogan ne peut voir que comme une menace pour son pouvoir et son projet nationaliste pour la Turquie. Quelques jours plus tard, Donald Trump déclarait vouloir retirer les troupes US de la zone tampon située entre la Turquie et la région sous contrôle des Forces démocratiques syriennes (FDS), et s'engageait à ne pas intervenir dans le conflit à venir. Même si Trump est depuis revenu, en partie, sur ses déclarations initiales, celles-ci doivent nous alerter.

**N**ous ne pouvons être indifférents au sort de l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES), des populations qui vivent sur ce territoire et des combattantEs des FDS.

### Un boulevard pour Daesh

Faut-il rappeler que ce sont les combattantes et combattants du YPG (Unités de protection du peuple) qui ont mis Daesh en déroute et qu'ils gardent encore les djihadistes enfermés ? Alors qu'Erdogan permettait aux djihadistes de passer la frontière pour trouver en Turquie soins et ravitaillement, 11000 combattantEs kurdes versaient leur sang pour garantir la sécurité de la région. Brett Mc Gurk, l'ancien envoyé spécial de la Coalition internationale contre l'État islamique a exprimé ses graves inquiétudes sur les conséquences d'une telle opération en termes de sécurité et en termes humanitaires. Car la fin de l'AANES signifierait un boulevard pour Daesh, qui disposerait de l'espace laissé et du chaos généré par l'invasion turque pour finir de se reconstruire. Les rapports US soulignent qu'ils pourraient en avoir la force.<sup>1</sup> De plus, selon Mc Gurk, la Turquie n'a ni l'intention, ni le désir, ni la capacité de gérer les 60000 membres de Daesh et leurs proches détenus dans le camp d'al Hol. Le risque que ces prisonniers, libérés par l'intervention d'Erdogan, forment le noyau du nouvel État islamique est, selon lui et les services de renseignements, réel.

### Des risques humains terrifiants

Mais ce qui est aussi terrible ce sont les risques d'enlèvements, d'extorsions, de viols de massacres que court la population civile. Lors de l'invasion d'Efrin l'année dernière ce sont des milliers de personnes qui ont été tuées ou qui sont portées disparues. Et les déclarations d'Erdogan et de Cavusoglu, le ministre turc des Affaires étrangères, qui parlent de « nettoyage de la zone des terroristes » donnent le ton et laissent présager du pire. Car le gouvernement turc a démontré depuis longtemps que tout Kurde est pour lui un terroriste. L'expérience du confédéralisme démocratique en plein chaos syrien est, malgré ses difficultés et ses limites, porteuse d'un espoir pour toute la région. Le développement de l'auto-organisation, les avancées rapides qui concernent l'écologie, le multiconfessionnalisme, le respect de l'autonomie des nationalités, la répartition des richesses et les droits des femmes rendent son existence intolérable pour l'autocrate Erdogan. Le NPA revendique que le PKK soit retiré de la liste des organisations terroristes, qui est un axe majeur de la communication et de la politique de la Turquie pour justifier l'écrasement des populations kurdes, d'un côté comme de l'autre de la frontière. Il est du devoir de l'ensemble de la gauche française d'obtenir la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne ainsi que des sanctions économiques et diplomatiques à l'égard de la Turquie.

La solidarité avec les populations du Nord de la Syrie doit prendre une tout autre ampleur. Il en va de la vie de dizaines, voire de centaines de milliers de personnes.

### Camille Nashorn

1 – Voir par exemple Florian Maussion, « Le Pentagone avertit d'une résurgence de Daesh en Syrie et en Irak », *les Échos*, 7 août 2019.

**L**e blocage de la production de toutes les usines de GM sur le territoire des États-Unis entraîne aussi l'arrêt de la production, faute d'approvisionnements, des usines de GM au Canada et au Mexique où 8000 ouvrierEs ont été mis au chômage technique. De nombreux sous-traitants sont également atteints. À la date du 4 octobre, les pertes de GM dues à la grève dépassaient, selon les analystes financiers de Wall Street, le milliard de dollars.

### Des sacrifices pour tenir la grève!

Le premier versement hebdomadaire effectué le lundi 30 septembre par la caisse de grève de l'United Auto Workers (UAW) a été de 250 dollars par travailleur, soit un montant très inférieur au salaire reçu habituellement par semaine, aux environs de 500 à 1000 dollars, selon les niveaux et les statuts. Les négociations se poursuivent au rythme de réunions quotidiennes entre GM et les représentants de l'UAW. Pendant ce temps, des négociations sont menées en parallèle chez Ford et Chrysler sans appel à la grève. L'UAW a répété pendant des jours que les négociations « progressaient », sans plus de précisions. Mais, à la veille de la 4<sup>e</sup> semaine de grève, elle s'est mise à dénoncer l'intransigeance de GM « conduisant au pire ». L'UAW, bien connue pour la collaboration qu'elle sait pratiquer avec les trois « grands » de l'industrie automobile, est confrontée à une

## GENERAL MOTORS C'est le moment de reprendre ce qu'ils nous ont pris!

La grève de General Motors est entrée lundi 7 octobre 2019 dans sa quatrième semaine.



situation délicate. L'accord issu des négociations devra être voté par les travailleurEs sous contrat. Il y a quatre ans, alors qu'il n'y avait pourtant pas de grève, les travailleurEs de Chrysler s'étaient opposés à un premier projet d'accord. Les dirigeants de l'UAW sont coincés entre, d'une part, les injonctions de GM qui ne veut rien céder d'important et, d'autre part, la possibilité d'un vote négatif des ouvrierEs.

### En finir avec les divisions organisées par le patronat de l'automobile

Cette grève d'une ampleur inégale depuis cinquante ans peut être un tournant. La motivation des grévistes, c'est bien d'inverser le cours de ces dix dernières années où, après la grande récession de 2009, patrons et actionnaires ont restauré leurs profits grâce à une exploitation accrue des travailleurEs.

Cette volonté se cristallise sur la question des divisions en termes de salaires et de statut. Avec d'abord la création, en 2007, de niveaux de salaires différenciés où les embauchéEs sont payés la moitié de ce que gagnent les plus anciens. Avec ensuite l'emploi de travailleurs temporaires, les « temps », sans garantie, qui représentent aujourd'hui 7 % du total des salariéEs. Et avec enfin le recours aux sous-traitants présents dans l'usine elle-même.

Ici, en France, le recours massif à la sous-traitance et aux intérimaires sur les chaînes de montage est bien un copier-coller de cette politique. Il y a des raisons très concrètes d'être attentifs à cette grève et à son issue. Motif supplémentaire pour lui exprimer notre soutien ! Cette grève de General Motors intervient alors que se réveille, aux États-Unis, un mouvement social, ce qui se traduit par des grèves d'une ampleur nouvelle avec, ces derniers mois, des grèves des enseignantEs, des employéEs de Walmart, ou des chauffeurEs Uber. Un vent d'ouest venu du pays des Trump et autres actionnaires de Wall Street !

### Jean Claude Vessillier

# Mobilisation historique à Hong Kong

**D**epuis plusieurs mois, Hong Kong est secoué par des mobilisations d'une ampleur exceptionnelle. Leur point de départ est le refus massif d'un projet de loi

d'extradition liberticide. Le 4 septembre, la cheffe du gouvernement annonce soudainement que ce texte sera retiré à la mi-octobre. Néanmoins, les mobilisations continuent, notamment

pour obtenir la satisfaction des autres revendications du mouvement. Un mois plus tard, jour pour jour, elle s'arroge les pleins pouvoirs. Dossier réalisé par Dominique Lerouge

## LES GOUVERNEMENTS DE HONG KONG ET PÉKIN ENGAGENT L'ÉPREUVE DE FORCE

Tout commence en février 2019 avec le dépôt d'un projet de loi d'extradition. Celui-ci vise à pouvoir transférer sur le continent toute personne présente à Hong Kong, pour la faire juger par un tribunal aux ordres du pouvoir de Pékin. Dès le 28 avril, une première manifestation réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes, à l'appel d'une coalition d'organisations luttant depuis des années pour la défense et l'amélioration des droits démocratiques.

Dans la foulée, la manifestation du 4 juin, commémorant chaque année l'anniversaire des massacres de 1989 à Pékin, regroupe des dizaines de milliers de personnes. Parmi ses revendications figure le retrait du projet de loi d'extradition. Le 9 juin, plus d'un million de personnes déferlent dans les rues, soit l'équivalent en France de 9 millions de manifestantEs. Une semaine plus tard, à la veille d'une nouvelle manifestation, le gouvernement se contente d'annoncer une simple suspension du projet. Le lendemain, il y a deux fois plus de monde dans la rue, soit plus de la moitié des personnes en âge de voter.

### La résistance à la répression

Dès le 12 juin, la police utilise des gaz lacrymogènes sans avertissement préalable contre un rassemblement, en prétendant par la suite que celui-ci n'avait pas été autorisé. Ce comportement arbitraire érode encore plus la confiance des manifestantEs envers la police. Les arrestations se multiplient. Près de 1 900 personnes sont interpellées entre juin et début octobre. La plupart sont par la suite relâchées, parfois sous caution, dans l'attente d'un procès ultérieur pouvant entraîner jusqu'à dix ans de prison.



Le 21 juillet, la police tente une nouvelle tactique par le biais de la mafia. Celle-ci agresse sauvagement les personnes présentes dans une gare de banlieue à l'heure de retour d'une grande manifestation en ville. Résultat, même les plus modéréEs se mettent en colère. Le mouvement s'élargit et se radicalise encore davantage.

La manifestation du 27 juillet est encore plus significative. Pour la première fois, le pouvoir refuse de l'autoriser. En temps ordinaire, la population aurait accepté cette interdiction. Au lieu de cela,

des centaines de milliers de personnes se rebellent et descendent dans la rue. C'est la première fois à Hong Kong qu'un tel niveau de désobéissance civile a cours. Pour la première fois, le 18 août, la manifestation organisée par le Front civique est carrément interdite.

### Le développement de convergences

Jusqu'à la mi-juin, l'essentiel du mouvement repose sur une coalition d'organisations ayant pignon sur rue. Mais progressivement des étudiantEs et des

jeunes salariéEs jouent un rôle moteur. Simultanément, une partie du monde du travail se met en mouvement.

Une forme de complémentarité se met en place entre ces trois composantes, ce qui facilite un renforcement des mobilisations. Des manifestantEs ayant pour la plupart moins de 40 ans s'appuient sur des formes de luttes offensives, bloquant par exemple des bâtiments officiels, des trains et des métros, et saccagent le 1<sup>er</sup> juillet le Conseil législatif. Parmi elles et eux, une dizaine de milliers veulent en découdre avec



la police, et mettent en place des modes d'organisation innovants. Des milliers de personnes très diverses ne sont pas prêtes à en faire personnellement autant, mais fournissent des visières, des casques, de l'eau, etc. La très grande majorité de la population manifeste sa sympathie avec les jeunes radicaux. CertainEs, ayant en général plus de 30 ans et des enfants, apportent un soutien financier, une aide au logement, au transport, etc. Le monde du travail cherche à s'impliquer dès le mois de juin. La centrale syndicale HKCTU, qui participe par ailleurs à la coalition d'organisations, appelle à la grève générale pour le 17 juin. Mais c'est un échec. Il faut dire que le recours à la grève ne fait pas partie des habitudes hongkongaises. Les grèves pour des motifs économiques sont en effet très rares, et le dernier appel à une grève politique, qui remonte à juin 1989, avait été finalement retiré au dernier moment. Dans des secteurs comme dans les banques ou une partie de la fonction publique, des appels à l'action voient le jour et des rassemblements de salariéEs ont lieu.

L'appel à la grève générale du 5 août est couronné de succès. On estime que 300 000 à 400 000 personnes y participent. Simultanément, des jeunes bloquent une grande partie des réseaux ferrés et Hong Kong est en partie bloqué.

Dans la foulée, des manifestations ont lieu tous les deux ou trois jours, et les occupations de l'aéroport se multiplient. Le 17 août, 1,7 million de personnes descendent dans la rue. Le troisième appel à la grève des 2 et 3 septembre est par contre peu suivi. Il faut dire que, entre-temps, la répression s'est sauvagement abattue sur les lieux de travail. Dans le secteur du transport aérien, particulièrement en pointe le 5 août, au moins 36 salariéEs sont licenciés entre juin et fin septembre, le plus souvent pour des propos tenus en dehors du lieu de travail, ou pour avoir participé à des manifestations en ville, ou encore sur la base de simples dénonciations. Parmi elles et eux, la présidente d'un des syndicats du groupe Cathay.

### Le pouvoir promet de retirer le projet de loi d'extradition...

Face à la persistance des mobilisations et à la violence croissante lors des manifestations, la cheffe de l'exécutif promet, le 4 septembre, que le projet de loi serait retiré à la mi-octobre. Elle espère sans doute que les moins déterminés se mettront en retrait, et que les secteurs les plus radicaux se retrouveront isolés.

Méfiant, beaucoup de militantEs expliquent que ne serait pas la première fois à Hong Kong qu'une promesse ne serait pas tenue. C'est par exemple le cas de celle, faite en 1984, d'élection au suffrage universel de l'ensemble des députés, et qui n'est toujours pas en vigueur.

La manœuvre du pouvoir échoue, l'immense majorité de la population estime que ce qui a été promis par le gouvernement, « c'est trop peu et trop tard ».

En effet, depuis juillet, quatre revendications se sont ajoutées à la revendication initiale de retrait du projet de loi :

- 1) L'abandon de la caractérisation « d'émeute » pour qualifier les actes attribués à certaines personnes arrêtées. Cette qualification peut en effet se traduire par des peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison ;
- 2) La libération sans condition de tous les manifestantEs arrêtés, sans inculpation ;
- 3) Une enquête indépendante sur les violences policières et les abus de pouvoir ;
- 4) La mise en œuvre du suffrage universel intégral promis en 1984.

« Répondez à nos cinq revendications, pas une de moins », clament les manifestantEs. Mais la cheffe de l'exécutif refuse obstinément. Résultat, les manifestations continuent, même si elles sont désormais presque toujours interdites.

### ... puis s'arroge, un mois plus tard, les pleins pouvoirs

Le pouvoir change de pied avec la promulgation, le 4 octobre, d'un texte interdisant le port de masque dans les manifestations et rassemblements. Son but immédiat est de pouvoir arrêter et traduire en justice une multitude de manifestantEs refusant de se plier à cette interdiction.

Mais cette mesure va au-delà de ce seul objectif : le pouvoir la fonde juridiquement sur une loi d'urgence coloniale qui autorisait le représentant du pouvoir britannique à prendre « n'importe quelle mesure ». Cette loi n'a jamais été abrogée lorsque le pouvoir est passé en 1997 aux représentantEs du gouvernement de Pékin.

Ironie de l'histoire, cette loi avait été promulguée en 1922 afin de réprimer la grève générale menée par le syndicat des marins dirigée par des communistes chinois ! Et la dernière fois qu'elle a été utilisée par le gouverneur britannique, c'était en 1967 pour réprimer les émeutes suscitées par le pouvoir de Pékin.

Pour les syndicats étudiants de douze établissements de l'enseignement supérieur, redonner vie à cette loi coloniale ouvre la voie

## CHRONOLOGIE INDICATIVE

**Décembre 1984.** Déclaration sino-britannique de rétrocession de Hong Kong à la Chine, assortie notamment de la promesse du maintien pendant 50 ans des libertés d'expression et d'organisation.

**Juin 1989.** Un million de Hongkongais manifestent contre la répression à Pékin du « Mouvement de la place Tiananmen ». Depuis, des mobilisations sont organisées chaque année le 4 juin.

**1<sup>er</sup> juillet 1997.** Rétrocession de Hong Kong à la République populaire de Chine, assortie notamment de la promesse du maintien pendant 50 ans des libertés d'expression et d'organisation. Depuis 2003, des manifestations ont lieu chaque année à cette date anniversaire.

**28 septembre-15 décembre 2014.** Connu sous le nom de « mouvement des parapluies », un vaste blocage du centre de Hong Kong a lieu pendant 79 jours. Un des principaux objectifs de ce mouvement est l'obtention de l'élection au suffrage universel des pouvoirs exécutif et législatif de Hong Kong. Aucune concession n'est obtenue. La répression est sévère et des militantEs se retrouvent en prison.

**Février 2019.** Les autorités de Hong Kong décident de modifier la loi sur l'extradition. Si ce projet était adopté, il permettrait notamment de livrer au pouvoir de Pékin, puis de traîner devant des tribunaux à ses ordres toute personne présente à Hong Kong, quelle que soit sa nationalité.

**28 avril 2019.** Plusieurs dizaines de milliers de personnes descendent dans les rues contre le projet de modification de la loi sur l'extradition.

**4 juin 2019.** Des dizaines de milliers de personnes commémorent à Hong Kong les 30 ans de la sanglante répression de la place Tiananmen.

**9 juin 2019.** Plus d'un million de personnes, selon les organisateurs, descendent dans la rue pendant sept heures. C'est la plus grande manifestation depuis la rétrocession. La cheffe du gouvernement local, Carrie Lam, réaffirme le lendemain que l'Assemblée législative examinera le texte comme prévu.

**12 juin 2019.** Le débat sur le texte est reporté « à une date ultérieure » alors que des manifestantEs paralysent le cœur de la ville. De violents affrontements ont lieu entre la police et des manifestantEs, qui bloquent les grandes artères et tentent de pénétrer dans le Parlement. Ces violences, inédites depuis la rétrocession, font 79 blessésEs, dont deux grièvement. Un militant meurt en tombant d'un immeuble où il tentait d'accrocher une banderole. Carrie Lam dénonce des « émeutes organisées ».

**13 juin 2019.** Le gouvernement de Pékin « condamne fermement » les mobilisations et « soutient

la réaction » des autorités de Hong Kong, dénonçant notamment « l'ingérence » de l'Union européenne.

**15 juin 2019.** Carrie Lam annonce la suspension du projet de loi, sans fixer de date pour la réintroduction du texte.

**16 juin 2019.** Près de deux millions de manifestantEs, selon les organisateurs, défilent en exigeant notamment la démission de Carrie Lam.

**17 juin 2019.** Incarcéré depuis mai, un des leaders du « mouvement des parapluies », Joshua Wong, est libéré de prison. Il annonce aussitôt qu'il va rejoindre le mouvement de protestation. Échec de l'appel à la grève générale.

**21 juin 2019.** Des manifestantEs se massent devant le Quartier général de la police.

**1<sup>er</sup> juillet 2019.** Hostiles aux gouvernements de Hong Kong et de Pékin, 550 000 personnes défilent dans le centre-ville en cette date anniversaire de la rétrocession de Hong Kong à la Chine. D'autres manifestantEs entrent dans l'Assemblée législative, après en avoir brisé les baies vitrées blindées. La police ne reprend le contrôle de l'immeuble qu'au bout de plusieurs heures.

**21 juillet.** Agression violente des voyageurs par la mafia dans une gare de banlieue à l'heure de retour d'une grande manifestation en ville. Complicité de la police.

**27 juillet.** Pour la première fois, la manifestation n'est pas autorisée. Des centaines de milliers de personnes descendent néanmoins dans la rue.

**5 août.** Succès de l'appel à la grève générale. Blocage des trains et des métros par des jeunes manifestantEs.

**Mi-août.** À l'instigation du pouvoir de Pékin, des contre-manifestants viennent perturber les mobilisations de solidarité dans le monde. Depuis lors, les manifestantEs hongkongais à l'étranger sont contraints de porter un masque.

**2 et 3 septembre.** Échec de l'appel à la grève, mobilisation dans les lycées et les universités.

**4 septembre.** Annonce du retrait de la loi d'extradition à la mi-octobre. Les mobilisations continuent et se durcissent.

**4 octobre.** Le gouvernement interdit le port de masque en manifestation et en réunion. Il invoque à cet effet une loi de l'époque coloniale autorisant le représentant du pouvoir britannique à s'accorder les pleins pouvoirs.

De très nombreux documents, incluant les liens de photos et de vidéos, sont régulièrement ajoutés sur le site d'ESSF: <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique191> <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique192>

à « une réglementation totalitaire, et détruit l'État de droit »<sup>1</sup>.

Elle permet en effet au gouvernement « d'exercer un pouvoir illimité [...] pour légiférer de manière arbitraire ». Il peut « promulguer à sa guise toutes les lois restreignant les libertés, y compris le couvre-feu, la limitation de la liberté d'expression, la confiscation de la propriété privée, voire une législation comportant une peine maximale d'emprisonnement à vie ». Et : « La police de Hong Kong a maintenant un pouvoir discrétionnaire, placé au-dessus de la loi : elle peut utiliser la violence comme bon lui semble et arrêter des innocents sans aucune formalité juridique ». En réponse à ce coup de force juridique, des rassemblements ont immédiatement lieu, suivis par l'érection de barricades et des vandalisations de stations de métro. Le week-end des 5 et 6 octobre, des dizaines de milliers de personnes masquées déferlent dans les rues, malgré la pluie, la

fermeture des stations de métro et une répression de plus en plus violente : ces derniers jours, deux jeunes manifestants ont été très gravement blessés par des balles réelles, et une journaliste a perdu un œil.

### L'indispensable solidarité internationale

La solidarité internationale avec les luttes se déroulant à Hong Kong pour la démocratie et la justice sociale est plus actuelle que jamais. Il en va également en partie du sort des militantEs du continent luttant pour les mêmes valeurs, et à qui des organisations de Hong Kong apportent une aide depuis des dizaines d'années. Et cela d'autant plus face au déchaînement de la répression, qui inclut des violences sexuelles. La question de l'envoi du matériel utilisé contre les manifestantEs est également posée : les nouveaux canons à eau à liquide indélébile de la police ont par

exemple été fabriqués en France par une filiale de Mercedes. Dans un grand nombre de pays, des rassemblements et des manifestations sont organisées. En France, par exemple, un rassemblement a eu lieu à Paris samedi 28 septembre à l'appel d'un comité constitué par des HongkongaisEs résidant

en France, soutenu notamment par des associations de plusieurs diasporas asiatiques, l'Union syndicale Solidaires, la FSU, Attac, le Cedetim, ESSF, le NPA, etc. Une représentante d'Amnesty y a pris également la parole.

<sup>1</sup>—Déclaration du 6 octobre disponible en français et en anglais sur le site Europe solidaire sans frontières (ESSF).



## EN TOILE DE FOND DES MOBILISATIONS, LES QUESTIONS SOCIALES

Les mobilisations qui se déroulent depuis quatre mois ne sont pas uniquement des luttes politiques, mais également des luttes sociales.

Les habitantEs de Hong Kong jouissent actuellement de libertés individuelles du même ordre que celles existant dans la plupart des pays occidentaux en matière de liberté d'expression, d'organisation, de manifestation, ou d'indépendance relative de la justice. Ils et elles sont les mieux placés du monde pour savoir que ces libertés n'existent pas en Chine continentale. Et cela les angoisse, car il est prévu qu'en 2047 Hong Kong soit pleinement intégré dans l'État chinois. Cela est encore plus mal vécu par les jeunes, car ils et elles seront alors autour de la cinquantaine. Ils et elles sont hantés par le sort de la minorité Ouïghour de Chine, dont 10% sont actuellement enfermés dans des « camps de rééducation »... Un deuxième spectre les hante : celui du roman 1984 d'Orwell, avec la généralisation sur le continent de caméras à reconnaissance faciale, ainsi que la mise en place d'un système de « crédit social » qui pénalise gravement toute personne s'écartant des normes fixées par l'État-parti. D'où des mobilisations qui ont lieu à chaque fois que le pouvoir chinois et son vassal hongkongais tentent de rogner les libertés existantes.

### Démocratie partielle

Le récent projet de loi d'extradition constitue une menace considérable pour touTEs les HongkongaisEs ayant pu, à un moment ou un autre, déplaire au régime de Pékin. Jusqu'à présent, le parti-État chinois kidnappait, puis exfiltrait discrètement, celles et ceux qu'il avait décidé de traduire devant les tribunaux à ses ordres. C'est



ce qui est arrivé au directeur général d'Interpol, de nationalité chinoise, qui a mystérieusement disparu entre Paris et Lyon, et qui est ensuite réapparu quelques mois plus tard dans le box des accusés d'un tribunal chinois. Il en a été de même pour des éditeurs installés à Hong Kong. Tout cela faisant mauvais genre, les gouvernants au pouvoir à Pékin et Hong Kong ont eu l'idée de faire adopter par le parlement-croupion hongkongais une loi permettant de faire la même chose à Hong Kong en toute légalité. Et c'est contre ce projet que les manifestantEs se battent depuis quatre mois. Depuis début juillet, figure également parmi les revendications du mouvement l'instauration du suffrage universel, qui a été solennellement promis depuis... 1984 ! — Actuellement, seulement la moitié des députés sont en effet élus au suffrage universel. L'autre moitié ne le sont que par 6,3% du corps électoral total, et parmi celui-ci une large majorité de partisans de Pékin. Résultat, même si les HongkongaisEs ont toujours très majoritairement voté pour les opposantEs au pouvoir de Pékin, ces dernierEs se sont toujours retrouvés minoritaires au Conseil législatif (LegCo). — L'élection de la présidence de l'exécutif est encore plus

antidémocratique : elle n'est en effet élue que par 1200 personnes (soit 0,32 pour mille des HongkongaisEs en âge de voter). Parmi eux, une majorité de pro-Pékin.

### Sentiment croissant d'injustice sociale

Les inégalités de revenus à Hong Kong sont parmi les plus élevées du monde : 93 milliardaires possèdent 86,6% du PIB. Simultanément, 18,6% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Vivent à Hong Kong plus de 390 000 domestiques surexploitéEs, venuEs notamment des Philippines ou d'Indonésie. Même si le taux de chômage est d'environ 3%, les salaires stagnent, et la mobilité sociale est bloquée. Pour la neuvième année consécutive, Hong Kong est la ville où le coût du logement est le plus élevé du monde. La crise du logement est intimement liée à la nature post-coloniale, oligarchique et néolibérale de l'État. Dans la foulée de la période coloniale, la propriété foncière est en effet accaparée par une poignée de familles. Et comme ailleurs, 40% du territoire a été déclaré inconstructible alors que la population n'a cessé de croître, le prix du terrain ne cesse d'augmenter. Simultanément, Hong Kong a été construit sur un modèle

totallement libéral avec des impôts sur les sociétés et les revenus très faibles, sans droits de douane ni de TVA. L'État compense en partie cela par d'importantes taxes foncières et immobilières qui représentent le tiers de ses recettes. D'où un second facteur de hausse du mètre carré. Conséquence logique, le foncier représente 60 à 70% du coût du bâti qui ne cesse d'augmenter... ainsi que la hauteur des immeubles. Tout cela ne pose aucun problème aux richissimes Hongkongais, qui disposent d'habitats somptueux. Et cela d'autant plus que cette situation leur permet d'accumuler encore plus de richesses grâce à la spéculation immobilière. Pas étonnant, dans ces conditions, que 36% des 50 personnes les plus riches de Hong Kong soient des magnats de l'immobilier. Pendant ce temps-là, la grande majorité de la population est contrainte de s'entasser dans des logements exiguës où se côtoient souvent trois générations. La surface moyenne par personne est de 15 mètres carrés, et seulement 4,6 pour les plus pauvres. Quant aux domestiques, ils et elles sont le plus souvent logés dans des conditions indignes, parfois dans un couloir ou un placard.

## GENNEVILLIERS Safran: criminalisation de l'action syndicale

Le 30 septembre, 9 syndicalistes de l'usine Safran (ex-Snecma) de Gennevilliers étaient jugés au TGI de Nanterre pour « séquestration de moins de 7 personnes », encourant une peine pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison sans compter les amendes.

Ce procès est le dernier (?) épisode d'un feuilleton judiciaire qui dure depuis plus de 11 ans. Safran veut faire payer à ces militants un mouvement de solidarité contre le licenciement d'un jeune ouvrier.



### Déroute de la justice patronale

En juillet 2008, sous des prétextes futiles, Snecma licenciat un forgeron. Sa faute était en réalité de faire partie des jeunes qui avaient lancé une grève pour les salaires. Le 21 juillet 2008, la solidarité s'exprimait fortement et la police intervenait dans l'usine pour rétablir l'ordre patronal. Depuis 11 ans, la direction poursuit les militants, allant jusqu'en Cour de cassation, où les « sages » ont une vision très extensive d'une séquestration en cas de conflit social. Participer à un rassemblement qui entrave quelque peu la circulation de dirigeants, même sans violence, peut pour eux être qualifié de séquestration... Le procès a pourtant tourné à la déroute de la justice patronale. Le procureur a reconnu qu'on ne pouvait retenir de motifs de condamnation contre les inculpés. Les avocats ont brillamment démontré que les accusations ne reposaient sur rien. Et quel plaisir d'entendre l'avocat patronal expliquer que, en interne, à l'époque, la sanction avait été seulement un simple avertissement par peur des réactions des salariéEs... Avec ce procès, le patronat montre qu'il ne lâche rien dans sa volonté de casser le syndicalisme de lutte. À nous de leur montrer que nous, nous ne lâcherons rien dans la lutte contre la répression.

Correspondant

## SOUFFRANCE AU TRAVAIL Suicides dans l'éducation: la colère et la mobilisation

Le jeudi 3 octobre, 200 écoles fermées et 60% de grévistes en Seine-Saint-Denis, plusieurs milliers de manifestantEs devant la direction départementale, des rassemblements de plusieurs centaines devant les rectorats à Grenoble et à Toulouse, en Martinique, en Guadeloupe, en Guyane, à Marseille... Partout dans le pays la colère monte pour demander que l'Éducation nationale soit reconnue responsable des suicides, pour marquer un coup d'arrêt à la politique mortifère de Blanquer et du gouvernement Macron.

Le ministre et son administration ne reculent devant aucune abjection pour se dédouaner. Le matin du 3 octobre, jour de l'enterrement de Christine Renon et de grève contre les conditions de travail et les pressions multiples et incessantes de l'administration, ils ont essayé de répandre l'idée, dans les médias, que le geste tragique de Christine pourrait s'expliquer par le récent décès de ses parents. Mais le frère de Christine a écrit une lettre lue aux manifestantEs: « Je demande de ne pas salir son nom. Non Christine n'était pas fragile. Non Christine n'était pas dépressive. Ils nous l'ont détruite. »

### Destruction du service public d'éducation

Ce sont bien les réformes destructrices du service public, les directives incessantes, la multiplication des tâches inutiles et souvent contradictoires avec l'intérêt des élèves et la pédagogie, la déprofessionnalisation des enseignantEs auxquels on demande d'appliquer des méthodes normées, inadaptées, désuètes, c'est une médecine du travail inexistante pour une profession très exposée qui sont responsables des suicides. Le jour même où Christine Renon mettait fin à ses jours, Frédéric Boulé, professeur de SVT à Valbonne dans l'académie de Nice, se suicidait 5 jours après une visite à la médecine préventive. Même si un chiffre est déshumanisant dans ce contexte, le taux de suicides deux fois et demi plus important chez les enseignantEs que dans l'ensemble des salariéEs rend compte de la souffrance qui existe dans ce métier.

Ces suicides sont maintenant portés devant les CHSCT de



Seine-Saint-Denis et de Nice, et une alerte sociale a été posée devant le CHSCT ministériel. La mobilisation doit obtenir la responsabilité de l'institution ainsi que la reconnaissance des suicides comme accidents du travail.

### «Faire mieux avec moins»

Le mantra de ce gouvernement « faire mieux avec moins » est responsable de l'épuisement au travail comme la signature « Christine Renon, directrice épuisée » le signifie. « Faire mieux avec moins » cela veut dire que les enseignantEs ne font pas bien. Cela veut dire qu'ils doivent prendre en charge plus de tâches en étant moins nombreux. Ainsi les élèves en difficulté scolaire sont pris en charge par des personnels de moins en moins nombreux, de plus en plus

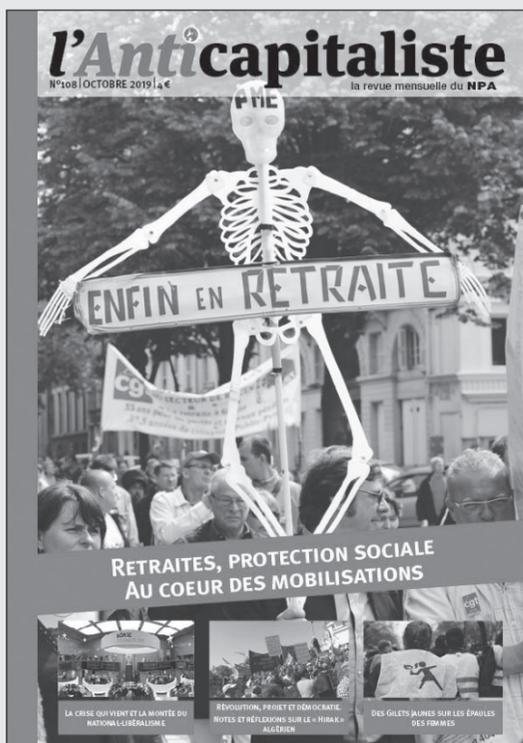
polyvalents et, pour certainEs, de plus en plus précaires. Les missions d'orientation des élèves sont enlevées aux professionnelEs pour être confiées aux enseignantEs. L'anglais doit être enseigné par touTEs les professeurEs d'école, qu'ils l'aient appris ou non. Les évaluations normées et anti-pédagogiques en maternelle, en CP, en CE1, en 6<sup>e</sup> et en seconde n'ont aucun intérêt ni pour les élèves ni pour les enseignantEs. Elles servent seulement à alimenter la machine statistique du ministère, à rendre les professeurEs responsable de la dégradation des conditions d'enseignement. Blanquer va même plus loin. Il veut imposer la méthode de lecture du b-a-ba en contrepartie des dédoublements de CP et CE1, niant l'expertise des professeurEs des écoles et l'adaptation de leurs méthodes aux situations très diverses auxquelles ils et elles font face. Sans oublier que c'est, en Seine-Saint-Denis, un des départements qui connaît le plus de difficultés, où le ministère n'a cessé de diminuer le taux d'encadrement, que ces dédoublements n'ont pas tous pu être mis en place faute de recrutements.

### Construire la mobilisation contre Blanquer

La mobilisation, partie de l'émotion après le suicide de Christine Renon et de l'épuisement des directrices et directeurs d'école, atteint touTEs les professeurEs du premier et du second degré, tous les départements. Cette politique mortifère doit être arrêtée. Blanquer, loin d'entendre la colère due à son mépris, a décidé de mettre en place un « comité de suivi des conditions de travail des directeurs d'école ». Il compte en réalité sur l'émotion suite au suicide de Christine Renon pour imposer une nouvelle fois une des dispositions les plus décriées de sa loi.

Non, Blanquer doit revenir sur toute sa politique! Plus largement, c'est la politique mortifère du gouvernement dans tous les services publics, à la SNCF, dans les hôpitaux, aux Finances publiques, à La Poste, qui doit être stoppée. Des appels intersyndicaux à la grève seraient importants pour maintenir un haut niveau de mobilisation et permettre ce changement de politique.

François Montreuil



## l'Anticapitaliste la revue

Le n°108 est disponible

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à:

**l'Anticapitaliste,**

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## ÉCOLOGIE --- Extinction, rébellion, actions

« Le gouvernement, les élus et les entreprises doivent reconnaître les menaces inédites pesant aujourd'hui sur l'ensemble de la biosphère, humains compris. Ils doivent assumer ouvertement leur part de responsabilité dans la destruction des écosystèmes, le changement climatique, l'épuisement des ressources naturelles, et reconnaître l'incompatibilité profonde entre le mode de développement économique actuel basé sur la croissance et la recherche du profit, et les limites de notre planète. » Ainsi s'exprime le mouvement Extinction Rebellion, qui vient de lancer, à l'échelle internationale, une série d'actions visant à dénoncer la crise écologique et climatique et les responsabilités des gouvernements et des multinationales dans son approfondissement.

# HÔPITAL Mobilisation au CHU de Toulouse : les urgences à l'arrêt

La mobilisation se renforce sur le CHU de Toulouse. Les urgences de Purpan ont été complètement fermées par deux fois, et la mobilisation s'étend progressivement. Une démonstration de force qui met en difficulté la direction de l'hôpital et peut servir d'exemple pour l'ensemble de la mobilisation dans la santé.

Les secteurs les plus mobilisés sont jusqu'ici les urgences de Purpan et le pôle I3LM (traumatologie, rhumatologie, médecine interne...), où 100 lits sur 230 sont fermés, les interventions non urgentes reportées. Même au niveau des médecins, ça commence à bouger réellement, des messages circulent sur le fait que certains partagent les revendications des autres personnels. Les mobilisations de ces dernières années provoquent maintenant un effet boule de neige, les expériences variées se transmettent. Des personnels du privé sont également révoltés par les méthodes des directions de certaines cliniques, qui assignent les personnels, alors que cette procédure n'existe que dans le public.

## L'hôpital paralysé par la grève

À Toulouse comme ailleurs, la direction mène une offensive contre les arrêts maladie des personnels. Elle prétend qu'il s'agit d'une stratégie syndicale. Comme si les syndicats avaient le pouvoir de faire des arrêts maladie ! La réalité, c'est que la direction n'écoute tellement pas les agents qu'ils craquent. La réaction à ce malaise se fait pour certains par la participation à la grève, pour d'autres par des arrêts maladie, les personnels ne supportant plus la situation.

## Guerre totale menée par la direction

Mais la mobilisation tient car, pour la première fois à cette échelle, les salariéEs ne veulent plus laisser faire et veulent participer au mouvement, même si la grève fait perdre de l'argent, comme les salariéEs en congé maladie en perdent, d'ailleurs. La direction veut contrôler les agentEs qui veulent faire grève, les assigner. Pour cela, elle doit respecter la loi : les assignations doivent être remises en main propre, être signées par quelqu'un qui a l'autorisation, pas par téléphone ni par le biais d'unE autre salariéE. D'un autre côté, les arrêts maladie n'empêchent pas les salariéEs de se mobiliser, ils ont le droit d'aller en manifestation, aux actions.

## On continue

Une AG des urgences a décidé vendredi dernier de reconduire la mobilisation à l'unanimité. Cette semaine de nouvelles unités partent en grève. Ce sont la direction et le gouvernement qui auront du sang sur les mains s'il y a des conséquences dramatiques. « Les urgences ont été paralysées : plus aucun patient ne peut être accueilli aux urgences. Ils sont détournés sur Rangueil ou dans le privé. Si le gouvernement n'agit pas, on va à la catastrophe », déclarait une syndicaliste.



DR

Une autre donne les perspectives : « C'est la direction qui met en danger les patients. [Pour sortir de la crise, il faut] du personnel en plus, sur les urgences, les services

de traumatologie, la médecine interne, les services qui sont en souffrance et il y en a beaucoup sur le CHU ».

Correspondante

## MONTPELLIER

# Manifestation pour le droit au logement

Vendredi 4 octobre, 250 à 300 manifestantEs se sont retrouvés à Montpellier pour exiger le respect du droit au logement pour toutes et tous.

L'appel à la manifestation expliquait : « À Montpellier, 1500 personnes vivent en squat et 2000 vivent à la rue. Celles et ceux parmi nous qui ont un logement subissent trop souvent des conditions indignes et doivent se saigner pour payer des loyers de plus en plus chers. [...] À la veille de l'hiver, la préfecture prévoit une vague d'expulsions. 900 personnes, dont de nombreuses familles, comptant des enfants en bas âge, sont menacées de se retrouver à la rue. »

## Mobilisation et vigilance

Parti de la place Salengro, le cortège, dynamique et festif, s'est rendu jusqu'à la préfecture, où les banderoles ne sont pas restées longtemps accrochées aux grilles, et s'est poursuivi jusqu'au Peyrou



DR

avec une cantine populaire pour un moment de solidarité et de convivialité.

La mobilisation et la vigilance s'imposent à l'heure où le pouvoir s'apprête à donner aux maires la possibilité de sanctionner les sans-abri, comme l'a récemment relaté l'Humanité : « C'est un article glissé en catimini dans une loi en cours d'examen sur le pouvoir des maires qui suscite l'inquiétude des associations de défense des sans-abri. Il donne aux maires la possibilité d'infliger une amende de

500 euros à toute personne violant de façon répétée un arrêté municipal en laissant un objet sur le domaine public ou en l'occupant "au moyen d'un bien mobilier". [...] "La formulation du texte est assez large pour viser les sans-abri", estime Jean-Baptiste Lecerf, juriste de l'association Droit au logement (DAL), qui a découvert le pot aux roses. »<sup>1</sup>

Que monde merveilleux que celui qui fabrique des sans-abris, qui refuse d'appliquer le droit élémentaire d'être logé et qui peut vous sanctionner parce qu'il vous oblige à dormir dehors ! Non à la répression anti-pauvres ! Droit au logement pour touTEs ! Réquisition des logements vides !

Correspondant NPA 34

1 - Camille Bauer, « Pauvreté : le délai de mendicité revient en catimini », l'Humanité, 1<sup>er</sup> octobre 2019.

## GRANDS PROJETS INUTILES Succès de la marche contre Europacity

Nous l'avions annoncé dans nos colonnes la semaine passée : les 4 et 5 octobre s'est déroulée une grande marche contre Europacity, un grand projet inutile et destructeur qui promet, s'il était réalisé, d'être une véritable catastrophe écologique.

Is et elles ont marché, de Gonesse à Matignon, pour exiger l'abandon du projet Europacity. Pour mémoire, ledit projet consiste en la construction d'un mégacomplexe de commerces et de loisirs de 80 hectares, situé sur les terres agricoles fertiles de Gonesse. Et, comme le rappelait Politis à l'occasion de la marche du week-end dernier, « ce projet démesuré n'est pas le seul à inquiéter les défenseurs de l'environnement et les riverains. Il s'inscrit dans une zone d'aménagement concerté (ZAC) de 300 hectares, où 130 hectares de bureaux devraient être aménagés. Et pour desservir les quelque 31 millions de visiteurs annuels attendus par les promoteurs, un arrêt de la future ligne 17 du Grand Paris Express doit également être construit. La gare, dont la seule vocation est de relier Paris à ce projet à 3,1 milliards d'euros, serait située à 1,7 km des premières habitations. »<sup>1</sup> Autant dire beaucoup d'argent pour les bétonneurs et les grandes enseignes du commerce (Auchan en tête), au prix d'une catastrophe sociale et écologique.



DR

## « Macron laisse béton ! »

Durant les deux jours de la marche, celle-ci n'a cessé de grossir. Ce sont ainsi pas moins de 1500 manifestantEs qui ont défilé, samedi 5 octobre dans l'après-midi, en direction de Matignon, pour revendiquer l'abandon pur et simple du projet. « Stop au béton, Europacity non », « Sauvons les terres agricoles de Gonesse », « Des terres, pas des actionnaires », « Macron laisse béton » : la détermination des manifestantEs était palpable, qui ont été finalement bloqués par la police à quelques centaines de mètres de Matignon, au terme d'une marche qui aura traversé huit villes, sur un trajet de pas moins de 40 kilomètres.

La bataille contre Europacity se poursuit donc, s'inscrivant dans les mobilisations dénonçant le double discours des autorités françaises en matière d'écologie : faire la leçon à la terre entière en se posant en défenseur de l'environnement tout en refusant de s'opposer, voire en encourageant, des projets écologiquement destructeurs. Le succès de la mobilisation du week-end dernier le montre : la bataille continue, et les opposantEs à Europacity, de plus en plus nombreuses et nombreux, ne lâcheront rien !

Correspondant

1 - Chloé Dubois, « Europacity : légumes contre bitume », politis.fr, 8 octobre 2019.

## «Travail, consommation, et ferme ta gueule»

En France, une semaine d'action a été lancée avec l'occupation, samedi 5 octobre, du centre commercial Italie 2 à Paris, par des militantEs d'Extinction Rebellion, mais aussi le mouvement Youth for Climate France, des Gilets jaunes, le comité Adama, etc. Italie 2, un temple de la consommation, avec 120 boutiques, sur lequel l'organe Axa, « [qui] a signé [cet été] un protocole visant l'acquisition de 75% du centre commercial et de ses extensions pour 473 millions d'euros. »<sup>1</sup>

« Travail, consommation, et ferme ta gueule », « Rouen, pas de vérité, pas de paix », « On est là, on est là, même si Macron ne veut pas nous on est là »... Les slogans sont divers, à l'image des participantEs, et le centre commercial est rapidement paralysé, sans toutefois être fermé. À

plusieurs reprises dans la soirée, la police tente d'intervenir, à grands renforts de gaz lacrymogènes, mais les occupantEs tiendront bon et décideront finalement, au cours de la nuit, de quitter les lieux. Le lundi 7 octobre, rebelote dans les rues de Paris, avec l'installation d'un campement à proximité du Châtelet pour y constituer un « lieu de résistance et de résilience », avec de nouvelles actions en perspective.

## Une urgence de plus en plus marquée

Ces actions organisées par Extinction Rebellion s'inscrivent dans une campagne internationale menée par l'organisation et, plus généralement, dans un climat global de remise en question de plus en plus forte d'un système capitaliste qui détruit nos vies et la planète, et de dénonciation de la passivité/complicité des



TWITTER EXTINCTION REBELLION FRANCE

gouvernements. Ces actions de rue, non déclarées, témoignent en outre, malgré la revendication appuyée de leur caractère « non violent », d'une radicalisation des

modalités d'action face à une urgence de plus en plus marquée. La multiplication des mobilisations écologistes, l'implication de plus en plus

forte de la jeunesse et les passerelles qui se construisent avec d'autres secteurs du mouvement social sont des éléments positifs. Les débats sur la pertinence de telle ou telle modalité d'action sont évidemment légitimes, de même que ceux sur l'articulation entre dénonciation de la « société de consommation » et remise en cause globale du système capitaliste. Des discussions qu'il s'agit de poursuivre, à la lumière de la construction concrète des mobilisations, dans l'unité tout en préservant les spécificités de chacunE, avec en perspective un mouvement massif et durable pour exiger, une bonne fois pour toutes, un changement du système, et pas du climat.

Correspondant

1 - Alexandre-Reza Kokabi et NnoMan, « L'action d'Extinction Rebellion a eu lieu à Paris, au centre commercial Italie 2 », Reporterre, 5 octobre 2019.



## Les comités en action!

**FÊTE ANTICAPITALISTE** NPA  
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**FIN DU MONDE  
FIN DU MOIS**

Concert  
Théâtre  
Débat

**MÊME COMBAT!**

17h30 Urgence climatique, urgence sociale  
avec Christine Poupin - porte parole du NPA  
20h Couscous  
21h Flamenco avec Téo - chant et guitare

**SAMEDI 12 OCT. - LIMOGES**  
16h30 - Espace Romanet  
48 rue B. de Ventadour / quartier Portes Ferrées  
npa2009.org Entrée libre

samedi 12 octobre

**FÊTE NPA**

banquet fraternel  
expositions - librairie  
débat avec des militant·e·s des luttes

allocution politique  
**PHILIPPE POUTOU**  
concert, spectacle, animations

**11h-23h CENON**  
salle Victor Hugo  
88 Cours Victor Hugo - Tram A Jean Jaurès - Bus 27 Victor Hugo

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

**LA POSSIBILITÉ DU FASCISME**  
FRANCE LA TRADITION DU DÉSASTRE

Le Rassemblement National en tête aux dernières européennes, la "droite extrême" ou l'extrême-droite en progression ou présente dans plusieurs gouvernements européens; pour la première fois depuis longtemps, la possibilité d'un retour au fascisme ne relève plus de la chimère...

- Comment expliquer la progression des extrêmes droites en France et ailleurs?  
- Peut-on parler de danger fasciste?  
- Quelle est la responsabilité des partis qui ont gouverné depuis 30 ans?  
- Comment enrayer la dynamique de l'extrême droite?

**UGO PALHETA**  
sociologue, auteur du livre

**LA POSSIBILITÉ DU FASCISME** viendra poser les termes du problème, et nous en débattrons avec lui.

Réunion-débat à l'hôtel des gens de mer  
44 rue Voltaire Le Havre

**MARDI 15 OCTOBRE à 18h**

**FIN DU MONDE  
FIN DU MOIS**

MÊME SYSTÈME, MÊME COMBAT  
SORTONS DU CAPITALISME!

**REUNION DEBAT  
MERCREDI 27 NOVEMBRE**  
20H AU CARDEK  
1 PLACE DES ORPHELINS STRASBOURG

AVEC **CHRISTINE POUPIN**  
PORTE PAROLE DU NPA  
COMMISSION NATIONALE ECOLOGIE DU NPA

## Programme Fête Anticapitaliste

**Fête Anticapitaliste**  
14H-22H SAMEDI 12 OCTOBRE



Débats  
Meeting  
Restauration  
Musique

Avec **Olivier Besancenot**, le journaliste **David Dufresne**, l'autrice **Emma**, les sociologues **Michel et Monique Pinçon-Charlot**, l'historienne **Ludivine Bantigny**... et d'autres invitéEs et des acteurs et actrices des luttes actuelles

[npa2009.org](http://npa2009.org)

Salle Olympe-de-Gouges, 15 rue Merlin, Paris 11<sup>e</sup>

### Trois rencontres-débats et signatures avec nos invitéEs

(dans la petite salle et sur le stand de la librairie La Brèche)

14 h 30 : **David Dufresne**, journaliste spécialisé sur les violences policières, autour de

son nouveau roman *Dernière sommation* (Grasset, 2019) qui se déroule dans le Paris de l'insurrection

16 h 30 : **Ludivine Bantigny**, historienne des mouvements sociaux, autour de son dernier essai *Révolution* (Éditions Anamosa, 2019), un mot souvent détourné mais toujours d'actualité

18 h 30 : **Monique et Michel Pinçon-Charlot**, sociologues de la bourgeoisie et des élites, autour de leur dernier travail *le Président des ultra-riches* (La Découverte / Zones, 2019) consacré bien entendu à Emmanuel Macron

**M**ilitantEs du NPA ou très récemment rencontrés lors des différentes mobilisations de cette rentrée, comme les manifestations des Fridays for Future du 20 ou l'acte 45 des Gilets jaunes le 21 septembre, toutes et tous sont venus écouter et discuter nos perspectives résumées par le titre de ce meeting : « *Le capitalisme ne sera ni vert ni social. Organisons nous pour le renverser!* »

### Dénoncer le capitalisme vert

Face à l'ampleur des mobilisations de Youth for Climate à l'échelle internationale, où des centaines de milliers de jeunes ont montré leur détermination à se battre contre l'avenir qui nous est proposé, il est indispensable que notre point de vue se fasse entendre. Deux militants du NPA, un étudiant et un salarié de l'automobile, ont animé le meeting dans cet objectif. Militant à Renault, le premier orateur a dénoncé le capitalisme vert et les tentatives des patrons d'utiliser la préoccupation écologique afin de mener des politiques anti-ouvrières, comme c'est le cas dans l'automobile, où la transition vers le véhicule électrique est un outil de justification de leur politique de licenciement. L'incendie à l'usine

Lubrizon de Rouen, appartenant au multimilliardaire et troisième fortune du monde Warren Buffet a elle aussi été l'un des sujets soulevés. La gestion opaque de ces grandes entreprises guidée par une course frénétique au profit sur le dos des travailleurEs ont été soulignées. Le gouvernement a également été pointé du doigt qui ose nous dire que tout va bien et qu'il n'y a pas de risque pour la population rouennaise et ses alentours.

### Se saisir de toutes les opportunités pour aller à l'affrontement

La deuxième intervention, celle d'un étudiant militant à Paris 8, est revenue, outre les problématiques écologiques auxquelles nous faisons face, sur toutes les autres politiques menées aujourd'hui par les patrons et le gouvernement à leur service,



comme les attaques sur les retraites ayant suscité la colère des travailleurEs de la RATP. Des politiques aux conséquences désastreuses illustrées dans l'éducation par le suicide d'une

### Trois débats

(dans la grande salle)

14 h 30 : « *Contre l'impossible capitalisme vert, quelles mobilisations pour le climat, quel projet de société?* » avec Emma (autrice de la BD *Un autre regard sur le climat*), unE militantE des mobilisations pour la justice climatique, la commission nationale écologie et le secteur jeunes du NPA

16 h 30 : « *Autoritarisme et violences policières, quelle riposte?* » avec David Dufresne (journaliste), Aurélie Garand (collectif Vérité et justice pour Angelo), unE militantE d'Acrimed et François Sabado

18 h 30 : « *Licenciements et suppressions de postes, sous-traitance et précarité, répression... Construire les mobilisations sur les lieux de travail* » avec des militantEs en entreprise ou dans les services publics, acteurs et actrices des luttes

20 h 30 : *prise de parole d'Olivier Besancenot*

### Deux expositions

(dans la grande salle)

« *Regards sur le mouvement des Gilets jaunes* » (Martin Noda, photjournaliste, studio Hans Lucas et militant du NPA)

« *Une décennie d'affiches militantes en sérigraphie* » (l'association Radar - Rassembler, diffuser les archives de révolutionnaires)

**Bar et restauration**  
Petite restauration toute l'après-midi, couscous à partir de 18 h (tous régimes alimentaires)

**Garde d'enfants de 14 h à 20 h**

## NPA Jeune

## Le capitalisme ne sera ni vert ni social. Organisons-nous pour le renverser!

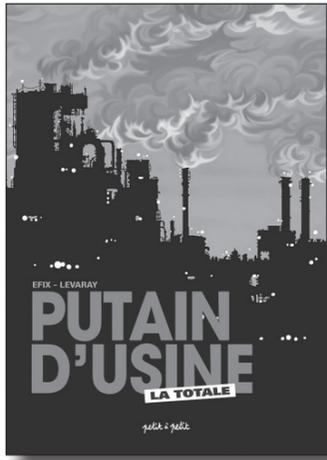
Axé sur l'écologie, à l'instar de la campagne de rentrée du NPA jeune, le meeting du jeudi 3 octobre a réuni près de 150 jeunes.

directrice d'école à Pantin, à qui nous avons préféré rendre hommage, plutôt qu'à Jacques Chirac. Les participants sont passés à nos tables au fond de la salle, proposant autocollants et affiches de notre campagne, ainsi qu'un choix de livres permettant de pousser plus loin ces réflexions, comme la BD d'Emma sur le climat, ou encore l'ouvrage de Daniel Tanuro, *l'Impossible capitalisme vert*. Après une rentrée secouée par les mobilisations mondiales pour le climat, les activités des militantEs du NPA jeune commencent à peine en raison de possibilités ouvertes par les mobilisations pour le climat et des nécessités de l'heure comme la lutte contre la répression dont est victime notre camarade Victor. Sur la question climatique, nous serons présents et interviendrons lors de la fête du NPA du 12 octobre. **Mathilda Nalot**

**Bande dessinée**

**Putain d'usine, la totale**

«Putain d'usine», «les Fantômes du Vieux Bourg» et «Tue ton patron». Roman et nouvelles de Jean-Pierre Levaray, adaptation et dessins Efix, éditions Petit à petit, 414 pages, 29 euros



Le 4 octobre 2019, l'impressionnante intégrale de *Putain d'usine*, une bande dessinée sur les ouvriers des usines pétrochimiques en banlieue rouennaise, paraissait chez un éditeur normand. Une semaine plus tôt, l'usine Lubrizol, toute proche et comparable en tout point à celle d'une filiale de Total où a travaillé pendant 30 ans le romancier et militant CGT, était en feu, avec des conséquences sanitaires que l'on ne calcule pas encore vraiment. Il ne s'agit pas d'un coup opportuniste de l'éditeur, l'impression de la BD était terminée début septembre. La coïncidence est seulement un peu hallucinante, mais pas si surprenante sur le fond industrialo-capitaliste de l'affaire!

**La vie difficile des ouvriers**  
À l'origine, un roman de Jean-Pierre Levaray qui raconte la vie difficile des ouvriers d'une usine pétrochimique rouennaise à risque Seveso. L'auteur, anarchiste et dirigeant intermédiaire de la CGT (membre du CCE de la filiale de Total) n'y parle pas «*que de l'usine. Il fait vivre tout un monde trop rarement représenté, il peint l'ambiance, le réfectoire, l'activité syndicale, la lassitude et l'usure, les maladies professionnelles, leurs souffrances et leurs morts, la colère et les petits plaisirs*»<sup>1</sup> souvent alcoolisés. La BD de Efix, librement adaptée du roman et des nouvelles de Levaray, est plus précise sur les luttes de l'usine qui connaît régulièrement des plans de suppressions d'emplois et des grèves sauvages non contrôlées par l'appareil syndical, où la colère des salariés peut s'exprimer, parfois violemment mais sans doute pas assez.

Efix et Levaray n'évaluent surtout pas les responsabilités de la direction générale sur les manquements à la sécurité par manque de personnel, les accidents à répétition, la mort de prestataires peu formés et aussi de camarades plus qualifiés. Levaray et Efix parlent de «la totale» car ils élargissent le thème de la pollution au «*Vieux Bourg*» (livre 2) voisin de l'usine, fui par les cadres de l'usine qui sont partis à l'abri sur les hauteurs, et où ne restent plus que quelques résistants du temps passé et des pauvres de la banlieue (immigrés majoritairement). Un retraité de l'usine y anime même une amicale bouliste où les compétitions sont souvent contrariées par les émanations toxiques en provenance du «monstre». On y meurt beaucoup

du cancer mais c'est à cause de la tabagie des ouvriers, bien sûr.

**«Tue ton patron»**

Dans le livre 3, «*Tue ton patron*», les auteurs partent, après le témoignage, dans un délire fictionnel où un licencié révolté émigre clandestinement au siège, à La Défense, se fait embaucher sous une fausse identité dans l'équipe de vigiles et n'a qu'une idée : tuer son patron. Dans son délire, il imagine même un 11 septembre sur la tour. À l'aide d'une secrétaire de direction dont les parents maghrébins ont péri dans les déchets toxiques de la multinationale, il parviendra pourtant à pister, liquider le patron-voyou et même à s'enfuir pour retrouver Malika à l'étranger. On est en pleine

BD évidemment, mais la piste russe évoquée par les policiers pour l'assassinat nous fait penser à un PDG français bien réel. À vous de trouver lequel. Bizarre, bizarre! Le dessinateur Efix, plus habitué à dessiner des personnages et des situations plus attrayantes, a mis des années avant de trouver le bon ton et le bon trait pour représenter l'usine, le monde salarié, la banlieue. Au crayon, à l'encre, à la craie ou au fusain, il a pu enfin broyer du noir comme les «héros» de cette BD, et nous faire imaginer les fumées et étincelles de l'usine. Une belle performance à faire connaître de toute urgence.

Sylvain Chardon

1 - Christine Poupin, recension de *Je vous écris de l'usine*, L'Anticapitaliste n°332 (14 avril 2016).

**Roman**

**Embraselements (Home Fire), de Kamila Shamsie**

Actes Sud, 320 pages, 22,50 euros.

Réinventant Antigone à l'heure de l'État islamique et des déchéances de nationalité, Kamila Shamsie propose une narration en cinq parties centrées sur ses personnages : un jihadiste, ses deux sœurs, un ministre conservateur et son fils. Particulièrement asphyxiante, l'ambiance de la catastrophe n'est autre que celle de nos sociétés.

**«Des passeports que le monde entier considère comme du papier toilette»**

Le roman s'ouvre sur un visa étudiant questionné débouchant sur un avion raté. Dispositif de tri, la frontière du soupçon est présente à chaque étape de la vie des protagonistes surtout les plus démunis. Un fils de diplomate voit son obtention de visa menacée. Un jihadiste repent n'a pas le droit à la vie. Dans l'entre-deux, la quotidienneté d'une identité

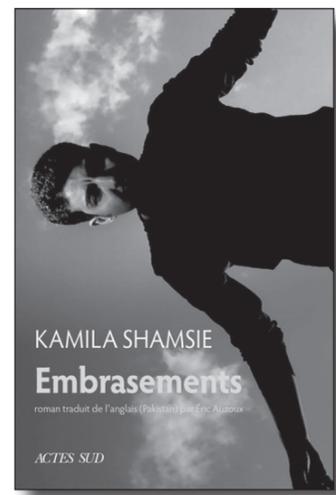
stigmatée est construite dans le temps court des feuilletons des réseaux sociaux et tabloïds, et le temps déjà long de la Bosnie, de l'Afghanistan et de Guantánamo. Le fond théâtral permet d'exposer l'engrenage de la guerre et du racisme.

**La surprise dans le drame ?**

Graduellement Sophocle et Anouilh apparaissent dans le développement du récit devenu tragédie. Envisagées et réalisées, les idylles plutôt pas si mal écrites sont remplacées par un corps ennemi putréfié. Le plaisir de la lecture tient au maintien de surprises dans des scénarii prédéfinis. Entiers, difficiles à résumer, les protagonistes de l'écrivaine pakistanaise installée en Grande-Bretagne s'échappent des clichés facilement ressassés. La fille du jihadiste veut étudier Marx dans une université étatsunienne, un ancien responsable média de Daech veut traverser la mer de Marmara

contemplant la maison de Trotski pour atteindre un autre univers : des tentatives exprimant, malgré tout, la possibilité de sortir du rôle assigné.

Kris Miclos



**Photographie**

**Humanité végétale, de Mario Del Curto**

Actes Sud, 480 pages, 49 euros.

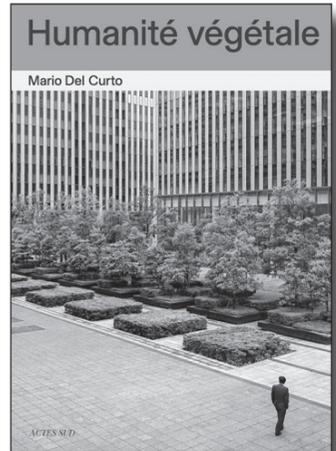
Mario del Curto, photographe lauréat du Prix Redouté 2018, nous invite à un voyage riche en découvertes, étonnements, contrastes et couleurs, fruit d'un «long périple photographique» : 10 ans d'exploration de notre planète façonnée par les plantes et les hommes, indissociables compagnons dont le lien indissoluble est fait de mille déséquilibres et d'harmonies incertaines. À travers ce périple, Mario Del Curto nous rappelle sa découverte de l'institut Vavilov à Saint-Petersbourg, la plus ancienne banque de graines au monde, qui sera l'occasion du premier livre né de son extraordinaire voyage, les Graines du monde.

**Un long voyage**

Le premier chapitre du voyage, prologue des six autres qui structurent le

livre, commence lorsque, «*il y a 174 millions d'années éclot la première fleur*», «*Origine du vivant*», après que les végétaux sont apparus il y a 350 millions d'années et bien avant que l'homme ne commence son aventure, il y a 10 millions d'années. «*Des plantes et des savoirs*» nous parle des savoirs populaires et paysans avant que ne naissent la botanique et l'agronomie, parcours à travers les jardins botaniques «*Musées vivants*».

Puis ce sont de magnifiques parcs, «*Miroirs du monde*», miroirs des classes dominantes comme les villas italiennes, ces jardins «*symboles de la puissance des possédants*» ou «*les jardins extraordinaires portugais*», avant que ne surgisse le monde moderne où la concentration urbaine s'emballa. «*Espace et pouvoir*» se confrontent alors, symboles de la

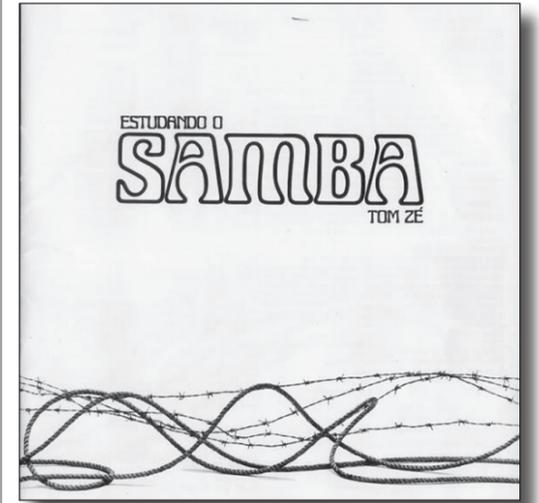


rupture avec la nature qui menace l'humanité. Mais «*une nouvelle pensée émerge, qui place le vivant au cœur du futur en lieu et place*

du progrès capitaliste qui génère non seulement la précarité sociale mais aussi la destruction rapide des écosystèmes.» Le terrible combat du végétal contre le béton qui pousse «*les Jardins sur les toits*» ou des «*jardiniers sans nom*» à, partout dans le monde, faire fleurir la nature... Jusque dans «*le dernier Jardin*» ou «*les Jardins utopiques*»... Dernière étape, «*Sciences, agronomie, nourriture*» nous fait découvrir comment la grande bleue a pu devenir verte grâce à la chlorophylle qui, en transformant l'énergie solaire, relie le monde vivant au monde minéral... Un vaste itinéraire à travers lequel Mario Del Curto nous fait partager son «*plaisir de la rencontre*», accompagné par des essais de John Brinckerhoff, Charles Soubeyran, Patrick Gyger, Edward Farmer, F. Felber. Un bel ouvrage que l'on a envie d'offrir, de partager pour partager son attention au monde, leçon d'humilité face à la nature, sa philosophie de l'unité du monde vivant qui l'habite et nous donne envie de cultiver notre jardin...  
Yvan Lemaître

**Musique**

**Estudando o samba, de Tom Zé**



Le label anglais Mr Bongo a l'excellente idée de ressortir cet album indispensable du trop méconnu musicien brésilien Tom Zé.

«**L**orsque les artistes créent, ils le font pour s'élever de la masse. Moi, je crée pour essayer d'atteindre le même niveau que la masse», dit celui qui, né dans une région misérable du Nordeste et après une enfance où il se trouvait trop chétif par rapport à ses camarades de classe, s'est émancipé par un apprentissage inattendu et rigoureux de la musique savante.

**«Étudier la samba»**

C'est ainsi que, s'engageant dans un art satirique et politique, il deviendra un des artisans, avec Caetano Veloso et Gilberto Gil, du mouvement tropicaliste, apparu au Brésil en réaction au coup d'État militaire de 1964 et à la dictature qui a suivi. Ce mouvement culturel, qui se proclamait anti-impérialiste et internationaliste, s'est construit dans sa branche musicale par un mélange entre la tradition des formes et l'avant-gardisme des arrangements. Paradoxalement, Zé ne sera pas, comme ses deux complices, envoyé en prison puis en exil en Europe, leur permettant ainsi de débiter des carrières internationales à succès. Lui, de loin le plus radical dans l'envie d'exploser les formats et de se frotter à la musique classique contemporaine, sera tout simplement censuré et plongé dans l'oubli pendant de longues années avant de réapparaître timidement dans les années 1990, redécouvert et popularisé par un David Byrne en quête de nouveaux sons du monde.

«Étudier la samba», comme l'annonce le titre de cet album enregistré en 1976, c'est pour Tom Zé en même temps redécouvrir ce style traditionnel populaire en analysant ses composantes complexes, et déconstruire littéralement celles-ci, rythmiquement mais aussi en jouant à détourner les instruments de leurs rôles prédestinés. Ils sont ainsi quelquefois amenés à échanger leurs places habituelles ou à transformer leurs timbres, dans une symphonie bruitiste et vocale collective et généreuse<sup>1</sup>. Ce sont des guitares acoustiques qui, sans artifice, parviennent à jouer des thèmes aussi imparables que des riffs de Deep Purple. Ce sont des chœurs répétitifs, alambiqués ou réduits à des onomatopées, comme autant de ritournelles au plaisir d'écoute immédiat, qui répondent à des chants mélodiques le plus souvent emprunts de cette douceur propre aux chansons brésiliennes.

Car, comme pour nous prouver qu'il n'est absolument pas question de renverser le passé, nous est proposée dès les premières minutes une reprise du standard de Antônio Carlos Jobim et Vinicius de Moraes *A felicidade*, ingénieusement réinventée mais respectueuse, belle tout simplement.

Ce disque rare et précieux avait été celui choisi par David Byrne comme base à la compilation qui avait largement contribué à sortir de l'oubli son génial auteur. Espérons que cette première réédition fidèle – au côté d'autres raretés désormais disponibles à prix réduit – permettra de continuer le travail.

Benjamin Croizy

1 - Cette notion de construction/ déconstruction atteindra son paroxysme conceptuel en 2001 avec le très ludique *Jogos de Armar*, comprenant un CD bonus avec tous les éléments audio de l'album original en fichiers isolés, permettant à l'auditeur/ musicien à ses heures de jouer à en faire sa propre version, fidèle ou non.

# Suicide de Christine Renon : « Il n'y a aucune prise en compte de la charge de travail, de la charge des missions qui nous incombent »

**Entretien. Sabine Duran** est directrice d'école à Pantin et militante à SUD Éducation 93. Nous l'avons interviewée à la fin de la marche blanche en hommage à Christine Renon, organisée le samedi 5 octobre à Pantin.

**Sabine, tu es directrice à Pantin et militante à SUD Éducation. Peux-tu nous parler de Christine Renon ?** Christine c'était notre collègue, la directrice de l'école Meuhl. C'était une enseignante et elle a été directrice pendant très longtemps à Pantin. C'était une personne généreuse. Elle avait une façon de dénoncer ses conditions de travail qui était aussi celle d'une militante.

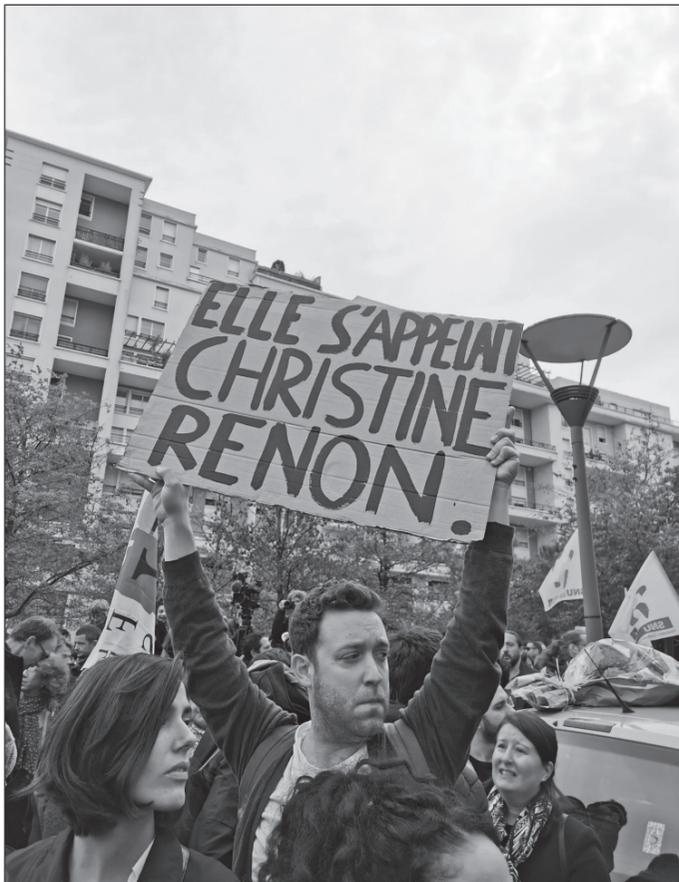
**Christine a écrit plusieurs lettres pour expliquer son suicide. Qu'est-ce qui explique l'impact très fort qu'elles ont eu sur tous les personnels de l'Éducation nationale et même au-delà ?**

Dans la lettre qu'on a reçue, elle dénonce ses conditions d'exercice. Elle dit qu'elle n'en peut plus de tout ce qu'on lui demande de faire, de sa charge de travail, de tous les dysfonctionnements qui impactent ses missions et qu'elle n'arrive plus à assumer. C'est quand même très fort comme signe. Elle dit qu'à trois semaines de la rentrée elle n'en peut plus et qu'elle ne va plus pouvoir faire ce qu'on lui demande.

**Après son suicide, l'institution a réagi. Est-ce que tu peux dire en quelques mots quelle a été son attitude ?**

Je sais pas si « réagir » est le mot juste. On a eu une petite réunion le lendemain, le mardi avec la direction académique, le directeur académique des services de l'Éducation nationale (DASEN), avec notre inspecteur, et la première chose qu'on nous a demandée, c'était de remettre à la police les lettres que nous avions reçues. Alors on ne nous a pas dit explicitement de ne pas les diffuser, mais on nous a dit que c'étaient des pièces de police et qu'elle devaient, en tant que telles, être remises. On nous a également dissuadé de faire le rassemblement de jeudi [26 septembre]. On ne peut pas vraiment parler d'écoute dans ce cadre-là. On a plus eu l'impression que l'institution essayait, au nom de l'attente des conclusions de l'enquête, de différer le plus possible et de mettre sous le tapis le geste de Christine.

**Judi dernier [3 octobre], il y a eu un CHSCT départemental extraordinaire. Est-ce que tu peux nous donner son résultat, s'il y en a un ?** Le compte rendu que j'en ai eu, c'est que les questions politiques n'y ont pas été abordées. Il a été indiqué aux camarades qui siègent au CHSCT que les décisions se prendraient au niveau ministériel. Or, quand on entend les annonces du ministre depuis la mort de Christine, on peut largement s'inquiéter, et surtout se préoccuper de l'instrumentalisation qui est faite.



DR

**En même temps que le CHSCT-D il y avait une manifestation qui a réuni 3 000 à 4 000 personnes. Le slogan le plus repris pendant ce rassemblement c'était « Blanquer démission ». Tu nous dis que la réponse de Blanquer va à l'encontre de ce que veulent les enseignantEs ?**

Il n'y a aucune prise en compte de la charge de travail, de la charge des missions qui nous incombent. Si on en est là, c'est aussi qu'il y a une avalanche de réformes permanentes qu'on nous demande d'exécuter et de mettre en œuvre tout de suite.

**Dans les mesures que Blanquer préconise, il remet sur la table la question du statut des directeurs et directrices d'école. Peux-tu nous dire si c'est une bonne mesure ?**

Non. C'est quand même un des volets de la « loi pour l'école de la confiance » qu'il a été obligé de retirer sous la pression des manifestations et de la mobilisation de l'année dernière. C'est scandaleux qu'il instrumentalise la mort de Christine et ce qu'elle dit dans sa lettre pour remettre ça sur le tapis. Évidemment, il n'a que ça à proposer. Cette hiérarchisation de plus en plus importante, on la sent quand même. Elle est pas entièrement formalisée, mais on la sent de plus en plus avec les injonctions permanentes, notamment avec les évaluations où on nous demande de faire remonter le nom des collègues qui refusent de les faire passer. On sait très bien que davantage de hiérarchie ça ne va pas améliorer les conditions d'exercice des enseignants et ça ne va pas améliorer non plus les conditions d'apprentissage des enfants. C'est scandaleux de se servir de la mort de Christine pour sortir de son chapeau ce truc-là. Ce

à quoi on tient quand on est enseignantE chargé de direction, c'est que notre décharge serve l'école, qu'elle serve les enseignants dans leurs classes, et pour cela que tout ce qui est coordination des projets, toutes les charges matérielles soient assumées par le ou la chargée de direction, pour que les enseignantEs puissent être pleinement au service de leur classe et de leurs élèves.

**Aujourd'hui on était à nouveau plusieurs milliers à participer à cette marche. Le thème c'était « Plus jamais ça ». Peux-tu nous donner les principales mesures qui permettraient de mettre fin à la souffrance au travail dans l'Éducation nationale ?**

Il y a des mesures qu'on revendique de très longue date, notamment une médecine du travail que nous n'avons pas, de véritables dispositifs pour que les enseignants

puissent se faire entendre dans ce cadre-là. Une médecine du travail qui prenne globalement en compte le métier d'enseignant. Ça c'est une revendication concernant la santé des personnels. Et puis il y a toute la question des moyens. Si on a une avalanche de missions que l'on doit faire c'est parce qu'on n'a pas de moyens. Chaque année on nous enlève de plus en plus de moyens. Il y a aussi la reconnaissance de la singularité de notre département [la Seine-Saint-Denis]. Depuis des décennies on réclame un plan d'urgence pour le département. On voit se succéder les rapports, on connaît les causes, et les gouvernements successifs continuent de faire l'autruche sur cette question des moyens. L'amélioration des conditions de travail ça passe aussi par une conception de l'école comme un collectif. Quand je disais que la décharge de direction est pour l'école, c'est très important. Il n'y a pas un directeur ou une directrice providentielle dans l'école. Il y a un collectif d'enseignants qui essaye d'organiser l'école, avec un enseignant chargé de direction qui coordonne tout cela. C'est là-dessus qu'il faut qu'on avance.

**Aujourd'hui l'émotion et la colère ne sont pas éteintes. Quels sont les cadres de la mobilisation et est-ce qu'il y a des prochains rendez-vous ?**

On avance à vue. Le geste de Christine a été tellement fort qu'on a été sous le choc. On a voulu d'abord réagir pour lui rendre hommage, ensuite pour se mobiliser. Il y a eu le rassemblement du 26 septembre à Pantin, le rassemblement du jeudi 3 octobre à Bobigny et cette marche blanche aujourd'hui. À Pantin on va se réunir en assemblée générale à nouveau la semaine prochaine pour voir comment on continue le combat de Christine qui est notre combat, avec les parents, mais aussi avec les enseignants et en posant les questions qui sont particulières à la ville et que je n'ai pas évoquées. On est sur la question des rythmes scolaires sur la ville et les relations avec la mairie en particulier.

**Propos recueillis par François Montreuil**

## L'image de la semaine



## Vu ailleurs

**INDIGÈNES CONTRE BOLLORÉ.** C'est une audience plutôt inhabituelle qui s'est tenue au tribunal de grande instance de Nanterre ce 1<sup>er</sup> octobre. Serrés dans une petite salle peu adaptée à une telle affluence, neuf indigènes bunong et leurs soutiens et interprètes sont arrivés la veille du Cambodge. Ils assistent à une joute verbale entre leur avocat, Fiodor Rilov, et les représentants du groupe Bolloré, de sa filiale la Compagnie du Cambodge et de la Socfin, dont Bolloré détient 37%. Ces Bunong accusent le groupe Bolloré et la Socfin d'avoir orchestré depuis la France, à la fin des années 2000, la spoliation de leurs terres et de forêts ancestrales pour y installer une plantation d'hévéas. [...] Une plainte a été déposée en 2015 par des indigènes Bunong, aujourd'hui au nombre de 80. Et ils pourraient bien, selon leur avocat, être bientôt rejoints par des Camerounais riverains de la Socapalm, une autre filiale de la Socfin gérant des plantations d'huile de palme. L'audience, comme n'a cessé de le répéter le juge, était purement procédurale. Il ne s'agit pas encore de trancher sur le fond de l'affaire. Pour ce type de litige entre une multinationale et des communautés locales à l'autre bout du monde, les enjeux procéduraux peuvent être considérables. Un tel face-à-face juridique entre une multinationale française et une communauté autochtone cambodgienne confronte deux planètes diamétralement opposées.

Les paysans bunong sont habitués à penser leur monde et délimiter leurs terres en termes de signes visuels et de récits collectifs, quand les avocats de Bolloré et de ses filiales les somment de justifier leurs identités et leurs titres de propriété, « avec traduction assermentée ». [...] Les relations entre le groupe Bolloré, la Socfin et les diverses filiales emboîtées entre elles et impliquées dans la gestion des plantations en Afrique et en Asie sont complexes. Le groupe Bolloré est également mis en cause pour la gestion des palmeraies de la Socapalm au Cameroun, et a été assigné en justice par plusieurs associations et syndicats pour qu'il respecte « les engagements qu'il a souscrits en 2013 auprès des travailleurs et des riverains de la Socapalm ». Quant aux paysans bunong, la décision devrait être rendue le 8 novembre et pourrait ouvrir la voie à un procès sur le fond.

Olivier Petitjean, « Des paysans cambodgiens attaquent le groupe Bolloré en justice », *Basta!*, 4 octobre 2019.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b>	<input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR4322554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)